



JEUDI 21 JANVIER 2021

CRISE ÉNERGÉTIQUE OFFICIELLE (AIE) ET IRRÉVERSIBLE : L'AUSTÉRITÉ que nous subirons très bientôt sera TOTALE et ÉTERNELLE.

- ▶ **Détruire le<s> pays pour une maladie avec une mortalité aussi faible relève du pétage de plombs** . p.2
- ▶ **Confinement : « Aucune vie n'a été sauvée par cette stratégie » révèle une nouvelle étude internationale** . p.2
- ▶ **Conversation avec Didier Mermin** . (J-P) p.4
- ▶ **Que pensez-vous de ce blog ?** . (Didier Mermin) p.6
- ▶ **"Le<s> Gouvernement<s> a<ont> créé<s> la panique pour couvrir sa responsabilité" selon l'expert en soins de santé Henri Anrys** . p.7
- ▶ **Coviapocalypse en Angleterre : comment sont comptés les covidécès ?** . (Docteur) p.8
- ▶ **Projet de loi A416 de l'Assemblée de l'État de New York** . (Brandon Smith) p.10
- ▶ **Au-delà de la guerre climatique : des écrits sur l'adaptation profonde à l'effondrement de la société** . (Jem Bendell) p.13
- ▶ **2020, l'année de l'implosion des États-Unis, alors où est l'espoir ?** . (Tad Patzek) p.14
- ▶ **Le retour de la folie hydrogène** . (Michel Gay) p.17
- ▶ **AURELIO PECCEI ET LA REVUE « LA DÉCROISSANCE »** . (Biosphere) p.20
- ▶ **DANS LA NEF DES FOUS...** . (Patrick Reymond) p.21
- ▶ **Thérapie génique : efficacité surestimée** . (Docteur) p.22
- ▶ **Ivermectine contre le covid : synthèse** . (Docteur) p.23
- ▶ **Un monde de plus en plus vert** . (Nocolas Casaux) p.26
- ▶ **[Idéalisme écologique :] Croissance verte vs décroissance : sommes-nous en train de passer à côté de l'essentiel ?** . p.28

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ **A seulement un chèque de paie de la misère** . p.35
- ▶ **Le monde n'est absolument pas préparé à ce qui se profile** . p.36
- ▶ **Gregory Mannarino: « A eux 2, Yellen & Biden, vont créer un tsunami d'endettement ! Vous deviendrez leurs nouveaux esclaves... »** . p.37
- ▶ **La mer des faillites reflue avant le tsunami !!** . (Charles Sannat) p.37
- ▶ **« Un problème ? Un numéro vert ! Simple comme un coup de fil !! »** . (Charles Sannat) p.38
- ▶ **Si jamais Yellen et Biden tenaient parole, ils précipiteraient la grande chute, la vraie** . (B. Bertez) p.43
- ▶ **Les banques centrales organisent votre ruine : voici comment** . (Bruno Bertez) p.46
- ▶ **Un plan de relance permanent est-il en route ?** . (Bill Bonner) p.48
- ▶ **Les rendements dangereusement décroissants des mesures de relance monétaire et budgétaire** . (C-H Smith) p.51
- ▶ **M. le Président, mes Congratulences** . (Tom Lewis) p.53
- ▶ **"La meilleure chose à faire est d'agir en grand"** . (Jim Rickards) p.54
- ▶ **« Le FMI demande à la France un plan pour réduire sa dette !! »** . (Charles Sannat) p.57
- ▶ **En route pour l'endettement infini** . (Bruno Bertez) p.60
- ▶ **Les responsabilités du président des États-Unis** . (Bill Bonner) p.62

▲ RETOUR ▲

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

«Détruire le pays pour une maladie avec une mortalité aussi faible relève du pétage de plombs» - vidéo

Par [Victor Lefebvre](#) AFP 2020 CHRISTOPHE ENA SputnikNews



[https://www.youtube.com/watch?v= CaHV5YAQ7Y&feature=emb_logo](https://www.youtube.com/watch?v=CaHV5YAQ7Y&feature=emb_logo)

Alors que la possibilité d'un troisième confinement n'est plus écartée par le Premier ministre, le philosophe Jean-Loup Bonnamy s'insurge contre une «dérive hygiéniste» et décrit un pays déjà «exsangue sur le plan économique, social et psychologique». Le gouvernement cède-t-il à la «dictature de l'émotion»? Entretien vidéo.

Confinements, couvre-feux, fermeture totale ou partielle des écoles, mise à l'arrêt de l'économie... [Le gouvernement en fait-il trop](#) dans sa gestion de l'épidémie?

Le 14 janvier dernier, Jean Castex a annoncé qu'un «nouveau confinement» serait établi «sans délai» en cas de «dégradation épidémique forte». Alors qu'un nouveau coup de semonce a été lancé avec la généralisation du couvre-feu à 18 h sur l'ensemble du territoire, l'apparition du variant anglais du virus dans l'Hexagone fait craindre un [lockdown plus strict en France](#).

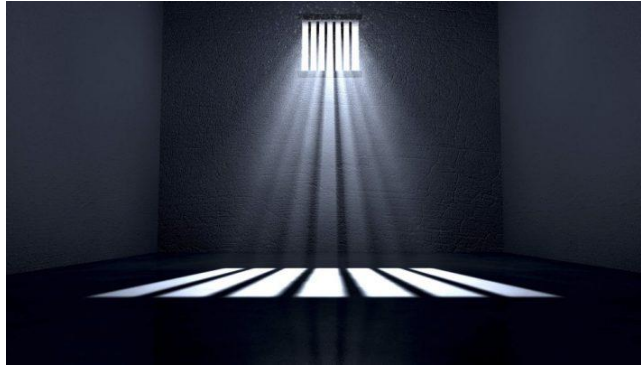
Le philosophe Jean-Loup Bonnamy, auteur avec le géopoliticien Renaud Girard de *Quand la psychose fait dérailler le monde* (éd. Gallimard), prévient: «Le fait de détruire méthodiquement le pays pour une maladie avec un taux de mortalité aussi faible relève du pétage de plombs.»

«Un troisième confinement serait une très mauvaise décision, car le pays est déjà exsangue. Il a reçu des coups extrêmement durs sur le plan économique, social, psychologique, mais aussi sur le plan des libertés publiques», alerte Jean-Loup Bonnamy.

Pour l'essayiste, les jeunes générations, les personnes âgées et les plus fragiles risquent de payer au prix fort la mise à l'arrêt forcée de l'économie. «Je redoute l'apparition d'une génération sacrifiée, avec des conséquences extrêmement lourdes pour les plus jeunes. Un pays ne peut pas sacrifier ainsi sa jeunesse», met-il en garde.

▲ RETOUR ▲

.Confinement : « Aucune vie n'a été sauvée par cette stratégie » révèle une nouvelle étude internationale



Un article tout juste paru dans [UP Magazine](#) se penche sur les résultats d'une étude internationale [lien en bas d'article] menée par le chercheur franco-américain Thomas Meunier. Voici les conclusions de ladite étude : « ***Nous montrons ici que les données disponibles ne montrent aucun effet des politiques de confinement total appliquées en Italie, en Espagne, en France et au Royaume-Uni dans l'évolution temporelle de l'épidémie de COVID-19. [...] Aucun changement positif n'est remarqué dans la tendance du taux de croissance quotidien des décès, du temps de doublement ou du nombre de reproduction, des semaines après que les politiques de confinement auraient dû avoir montré leurs effets.*** »

Et UP-Magazine de préciser : “Un des résultats intéressants de l'étude est celui concernant la comparaison des pays appliquant des mesures de confinement différentes. [...] **L'évolution du nombre quotidien de décès montre une tendance générale à la baisse similaire dans tous les pays.** Il est intéressant de noter que, si les tendances linéaires des taux de croissance ont des pentes similaires dans presque tous les pays, elles présentent une large gamme de valeurs, ce qui montre que, bien que le ralentissement de l'épidémie suive une trajectoire similaire, chaque pays a commencé à des niveaux de taux de croissance très différents.”

“Par ailleurs, cette étude d'observation, utilisant une méthode phénoménologique généralisée basée sur les seuls registres de décès quotidiens, démontre que **les politiques de confinement total de la France, de l'Italie, de l'Espagne et du Royaume-Uni n'ont pas eu les effets attendus dans l'évolution de l'épidémie de COVID-19.**”

“En résumé, les chercheurs sont formels et vont à l'encontre des thèses dominantes : « ***Nos résultats montrent une tendance générale à la baisse des taux de croissance et des chiffres de reproduction deux à trois semaines avant que les politiques de confinement total ne produisent des effets visibles.*** » [...] « ***Aucune vie n'a été sauvée par cette stratégie*** », en comparaison avec les politiques de distanciation sociale moins restrictives que le confinement total.”

Et ils poursuivent : « ***La comparaison de l'évolution de l'épidémie entre les pays totalement verrouillés et les pays voisins appliquant uniquement des mesures de distanciation sociale, confirme l'absence de tout effet du confinement à domicile.***”

Lire l'article original :

– [Up Magazine : Aurons-nous été confinés pour rien ?](#)

Consulter l'intégralité de l'étude :

– [Full lockdown policies in Western Europe countries have no evident impacts on the COVID-19 epidemic.](#)

▲ RETOUR ▲

CONVERSATION AVEC DIDIER MERMIN

Jean-Pierre : ici et dans le texte suivant de Didier Mermin
4 commentaires sur “*Pourquoi on ne fait rien*”



1. [JEAN-PIERRE DeVINCY](#)

[20 janvier 2021 à 04:23](#)

(Jean-Pierre DeVincy) Les structures de vos textes sont souvent confuses, particulièrement dans celui-ci. Dénicher votre idée principale est un combat de tous les instants et demande une bonne quantité de relecture. C'est comme si vos pensées s'éparpillaient dans tous les sens et ne nous permettaient pas de les attraper en vol. Si nous écrivons, n'est-ce pas pour être lu et, surtout, compris ? Je sais que votre idée principale est dans l'avant-dernier paragraphe, mais le développement et la démonstration de celle-ci est éparpillée, pêle-mêle, aux quatre coins du texte, ce qui rend sa compréhension difficile. Je suis un grand habitué des textes scientifiques, mais les vôtres n'ont rien à leurs envier du point de vue complexité. = = LES STATISTIQUES (suite) ma question d'origine » les statistiques sont-elles de vérités scientifiques » est en fait beaucoup plus profonde qu'elle ne paraît l'être. Expliquer cette question n'est pas facile. Les statistiques sont, en principe, un résumé d'une certaine quantité de faits réels (sauf dans le cas des sondages d'opinions). Par contre, les statistiques ne sont pas des faits par eux-mêmes. Alors, que devons-nous penser des statistiques ? L'exemple des statistiques sur les décès par covid nous montre quelles peuvent dire n'importe quoi (les décès « mort avec covid » et « mort du covid » sont empilés les uns par-dessus les autres comme dans les charniers de la seconde guerre mondiale). Alors, j'ai des doutes.

[Réponse](#)



1. [Didier Mermin](#)

[20 janvier 2021 à 09:30](#)

Je vous répondrai dans le prochain billet, merci de bien vouloir patienter, et merci de vous intéresser à mon blog même s'il vous semble trop souvent obscur.

[Réponse](#)



2. [Didier Mermin](#)

[20 janvier 2021 à 13:00](#)

Pour la première partie de votre commentaire, réponse ici :
<https://onfonedanslemur.blog/2021/01/20/que-pensez-vous-de-ce-blog/>

Pour ce qui est de votre question sur les statistiques, je ne suis pas compétent pour produire quoique ce soit de correcte. Votre question, (« les statistiques sont-elles de[s] vérités scientifiques ») est bien trop vaste : il faut savoir ce qu'est « la vérité scientifique », savoir ce qu'est « un fait », savoir ce qu'est « un fait » pour les scientifiques, etc. Et aussi savoir ce que c'est que des statistiques. Il faudrait dire également si l'on parle de pratiques scientifiques, (les stats que l'on produit effectivement au fil des études), ou de théories scientifiques, c'est-à-dire ce que sont théoriquement les statistiques. Il faudrait enfin parler de leur interprétation sans laquelle aucun « fait » n'apparaît puisque tout apparaît, in fine, dans une langue vernaculaire.

Réponse



3. [Didier Mermin](#)

[20 janvier 2021 à 13:04](#)

Toutefois, il n'est pas exclu qu'un jour je fasse un billet sur les stats, pour cela il faudrait que je trouve quelque chose à en dire sans tomber dans une assommante « leçon » d'épistémologie. Je garde votre question dans un coin de ma tête.

.Que pensez-vous de ce blog ?

Didier Mermin Paris, le 20 janvier 2021



Suite aux réclamations de deux plaignants, votre site préféré lance une vaste enquête auprès de ses lecteurs et lectrices...

Deux personnes se sont « *plaintes* » de mes billets de façons différentes. La première constate qu'ils ont évolué, et que je pose des problématiques qui ne l'intéressent plus vraiment. La seconde me dit que mes billets sont confus, qu'on peine à y trouver l'idée principale et une structure claire.

A la première je dois répondre que je suis médiatiquement cerné de personnes qui publient, sur le même thème « *collapso* », le même genre de nouvelles : l'environnement ceci et l'environnement cela, le climat par ici et le climat par là. **Les faits sont devenus rengaine**, (c'est désespérant), de sorte que c'est difficile d'en parler.

L'écriture exige une motivation, et celle-ci ne peut pas être de simplement relayer ce que tout le monde raconte. Je suis bien obligé d'ajouter mon grain de sel, et celui-ci ne peut venir que de questions originales.

La seconde personne <Jean-Pierre> formule sa « *plainte* » sur un billet dont la structure, une fois n'est pas coutume, me paraissait particulièrement claire et nette ! (Comme quoi tous les goûts sont dans la nature.) A cette personne je dois répondre que la structure des billets est **improvisée** et suit le fil de mes pensées <ce que j'avais parfaitement compris>. Quand j'en attaque un nouveau, j'ai une idée bien précise en tête, (quelque chose qui mérite qu'on en parle), mais je ne sais pas du tout à l'avance ce que je vais en dire. Il n'y a pas de plan, donc pas de « *structure claire* » si l'on veut. Le contre-exemple de mes billets sont ceux de Bonpote dont le dernier, sur la [décroissance](#), présente une structure on ne peut plus claire. *Yes but*, pour moi, cet article est **assommant** à lire, il ne présente rien d'inattendu, et **à écrire c'est du boulot**, pas de l'écriture-plaisir. Mon plaisir, c'est de découvrir ce que je vais écrire, non d'écrire ce que j'aurais prévu.

Ce qui m'intéresse surtout, dans cette histoire d'effondrement, c'est ce que les autres négligent : la dimension systémique des phénomènes. Les hommes sont d'une prétention incroyable : ils croient qu'on peut agir sur les événements parce qu'ils agissent effectivement sur les événements, (ils les provoquent), mais ils n'ont pas l'air de se rendre compte que les événements leur échappent. C'est ce que je m'efforce de montrer, et ce n'est effectivement pas simple.

Cela dit, ayant répondu de mon mieux à mes deux « *plaignants* », je voudrais maintenant savoir ce que vous pensez de ce blog, et pour cela je vous prie de bien vouloir vous exprimer en commentaires. Je ne tiens nullement à dialoguer en permanence avec mes lecteurs et lectrices, c'est trop chronophage et j'en perdrais ma liberté d'esprit, mais je regrette le peu de retours **critiques**. Ce ne sont pas des compliments que j'attends, (ils font toujours plaisir quand ils arrivent à l'occasion, mais c'est une autre histoire), parce qu'ils peuvent se révéler fort embarrassants quand ils poussent à se tenir dans une certaine voie, et font craindre de ne pas y arriver. En revanche, un retour critique est stimulant, il force à s'interroger, à trouver des réponses et éventuellement à changer.

Et si vous n'en pensez que du mal, et bien dites-le, profitez de l'occasion, la liberté d'expression c'est sacré.

Donc merci d'avance pour vos commentaires, et merci de ne pas m'en vouloir si d'aventure ils devaient se trouver trop nombreux pour que j'aie le temps de répondre à toutes et tous.

Paris, le 20 janvier 2021

Illustration : Allociné : « [OVNI\(s\) sur Canal+](#) »

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

▲ RETOUR ▲

“Le<s> Gouvernement<s> a<ont> créé<s> la panique pour couvrir sa responsabilité” selon l'expert en soins de santé Henri Anrys

CovidInfos.net 19 septembre 2020



Le Docteur en droit et expert en soins de santé Belge Henri Anrys a publié cette tribune dans [Le Journal du Médecin](#). Il dénonce notamment **“une catastrophe économique et financière”** et un Pouvoir qui “se dédouane en s’appuyant sur l’autorité scientifique d’experts”. Il est ici question de la Belgique, toute ressemblance avec un (ou des) pays voisin(s) serait pure coïncidence. Extraits. [...]

“A l’ère de l’*État providence*, le risque est devenu insupportable s’il n’est pas assuré. L’État est mis en demeure d’éviter le risque en appliquant le principe de précaution. Celui-ci se traduit en mesures de barrage qui doivent cependant, et c’est le défi, **rester proportionnées à la menace <les gouvernements doivent faire de l’arbitrage, ce qu’ils ont très mal fait>**. L’acceptation sociale de ces mesures est liée à la confiance des citoyens dans l’autorité politique. [...]

En situation aussi incertaine, le Pouvoir se dédouane en s’appuyant sur l’autorité scientifique d’experts. Leurs assertions se retournent cependant contre le pouvoir si elles induisent hésitations et contradictions.

Les experts comme les hommes politiques connaissaient certainement les dégâts que le confinement strict allait entraîner. Le contrôle de l’épidémie devait générer une catastrophe économique et financière. Il devait s’accompagner de l’endettement, du chômage, et de la perte de pouvoir d’achat avec explosion de la pauvreté et la disparition des petits indépendants.

Les effets psychologiques devaient suivre. L’inquiétude, l’insécurité, la violence et l’hostilité ont été exacerbées dans une société centrée sur les droits de l’individu par **une propagande culpabilisante. Chacun y était présenté comme un danger pour la vie de son voisin. Animés par une incitation au civisme rappelant les invitations à dénoncer d’il y a 70 ans <les « collabos » de la seconde guerre mondiale>**, des gens se transformaient en gendarmes aboyant sur celui qui ne portait pas son masque ou appelant un hélicoptère de la gendarmerie pour verbaliser une réunion de famille dans un jardin voisin.[...]

Le gouvernement [Belge] a atteint son objectif : Par la peur, faire partager la responsabilité des dégâts collatéraux par la population. Il l’a même amenée à demander le prolongement des mesures et l’aggravation des contraintes et sanctions, encourageant une avalanche de règlements tatillons pondus par une Bureaucratie ivre de ce nouveau pouvoir incontesté [...].”

Source :

– Le Journal du Médecin : **[“Le Gouvernement a créé la panique pour couvrir sa responsabilité”](#)**

[▲ RETOUR ▲](#)

[.Coviapocalypse en Angleterre : comment sont comptés les covidécès ?](#)

By [Docteur January 20, 2021](#)



Avant on comptait les moutons. Maintenant, on compte toujours les moutons (vous) mais en plus on compte les covimorts...

Vous avez sans doute entendu que la situation était *apocalyptique* au Angleterre, couillonaviralement parlant.

Gazillions de cas et des pointes horrrrrrrribles de 1 000 morts par jour (ce qui est parfaitement normal en hiver pour un pays de 55,9 millions d'habitants, mais c'est pas grave, plus c'est gros plus on s'amuse...)

On y revient toujours : les **données sont-elles fiables** ?

Et surtout comment sont dénombrés ces fameux covimorts ?

The Government currently register a death as Covid-related if the patient dies up to 28 days after a positive test.

Vous pouvez vérifier ici : <https://coronavirus.data.gov.uk/details/deaths>

Donc résumons :

John fait un test Covid. Positif. Il n'a pas de symptômes, tout juste un peu le nez qui coule.

15 jours plus tard, John succombe d'une crise cardiaque foudroyante.

Son décès viendra incrémenter le bilan des covimorts.

CQFD.

Extrapelez à toutes les causes de décès possibles pour des vieillards malades et fragiles, accidents cardio-vasculaires, maladies respiratoires, etc... Et vous commencez à comprendre les bilans quotidiens qui sont jetés en pâture au cheptel, pour le terroriser et le convaincre de la réalité de la *terrible pandémie*.

C'est la même chose dans la plupart des pays. Certains allant même plus loin dans la covicinglerie, la Belgique par exemple. Ce sont les champions de la galaxie pour le nombre de covimorts par million d'habitants (1 759 contre 1 082 en France, et 573 en Allemagne, [source Worldometer](#)).

Alors y'a-t-il un truc spécial chez les Belges ? L'air est pollué ? Les frites mayo attirent le couillonavirus ? La bière éventuellement ?

Non. Ils sont simplement cons comme des enclumes.

Un simple "[suspçon de Covid](#)" suffit à classer le défunt dans la colonne "morts du Covid".

Enfin, à cette politique de bidonnage systématique, il convient de réintégrer le facteur démographique, là encore très important dans nos vieux pays européens : nous vieillissons vite, et en particulier la génération nombreuse des baby boomers ([lire article ici](#)).

La mortalité augmente *naturellement* chaque année, et continuera d'augmenter, que l'on soit avec le Covid 19, le Covid 39 ou le Covid 666.

▲ RETOUR ▲

Projet de loi A416 de l'Assemblée de l'État de New York

La voie vers les camps de concentration « covid » en Amérique ?

Par Brandon Smith – Le 6 janvier 2021 – Source [Alt-Market](#)



Il y a six mois, dans la panique et le battage médiatique autour de l'épidémie de coronavirus, le gouvernement néo-zélandais a fait une annonce qui est passée pratiquement inaperçue dans les grands médias. Il s'agissait d'une décision politique sur laquelle le monde occidental tout entier aurait dû s'élever, mais à l'époque, le public était encore en train de traiter le chaos de la pandémie. La Nouvelle-Zélande a mis en place ce qui équivalait à des prisons pour malades, des « installations de quarantaine » médicales où tout citoyen suspecté d'être porteur de la maladie pouvait être détenu [sans procès](#) aussi longtemps que le gouvernement le jugeait nécessaire. De plus, ces camps de malades relèveraient de la juridiction des militaires. En d'autres termes, la réponse néo-zélandaise en matière de covidification a été discrètement transformée en loi martiale.

Les mesures hyper-totalitaires ont été mises en place alors que la nation entière ne comptait que 22 morts. Les médias ont applaudi la réaction de la Nouvelle-Zélande ces dernières semaines, arguant que des politiques musclées aujourd'hui signifieront plus de liberté et une meilleure économie demain lorsque le nombre d'infections aura diminué. Toutefois, comme je l'ai signalé dès le début de la pandémie, les mesures de confinement sont conçues pour durer éternellement.

On pourrait nous autoriser des « réouvertures partielles » et de brefs moments de répit, mais les obligations autour de la Covid-19 n'ont rien à voir avec la santé publique et tout à voir avec la soumission du public. Le virus n'est rien d'autre qu'une crise utile à exploiter pour justifier la tyrannie.

Actuellement, la Nouvelle-Zélande est [confrontée](#) à de nouvelles restrictions de voyage en raison de la découverte d'une « mutation covidienne » au Royaume-Uni. Le gouvernement a indiqué que tout signe d'une

nouvelle infection sera à nouveau sévèrement réprimé. Les citoyens qui pensent avoir franchi le précipice et être au bord de la liberté seront sévèrement déçus.

Dans mon article « [L'avenir totalitaire que les globalistes souhaitent pour le monde entier est en train d'être révélé](#) », publié en août, j'ai déclaré :

Je pense que si l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été les premières cibles de ce niveau de restrictions, c'est parce qu'elles ont été presque entièrement désarmées et qu'elles n'ont aucun moyen de se défendre contre les excès du gouvernement. Cela dit, je vois des signes que des mesures similaires seront également tentées aux États-Unis. Dans des États comme New York, il existe des programmes à bas bruits visant à mettre en place des points de contrôle Covid-19 pour arrêter et contrôler les véhicules entrant dans l'État. C'est là que commencent les restrictions plus lourdes.

Il semblerait que ma prédiction pourrait se réaliser plus tôt que je ne le pensais. Le projet de [loi A416](#) de l'Assemblée de l'État de New York a été déterré par les législateurs gauchistes et son contenu est plutôt horrifant. Pour résumer, la loi A416 permet aux pouvoirs dictatoriaux du gouverneur de New York de détenir et d'emprisonner tout citoyen désigné comme étant une « menace pour la sécurité de la santé publique » pendant TOUTE épidémie virale. Ce pouvoir pourrait être interprété de manière très large, peut-être même pour inclure les personnes qui refusent de prendre le vaccin contre la Covid-19. Le projet de loi permet également d'emprisonner des personnes dans des « établissements médicaux » ou d'autres installations ; en d'autres termes, dans des camps de quarantaine.

Le projet de loi a été initialement présenté en 2015, au moment où l'épidémie d'Ebola faisait peur, mais il a été mis en veilleuse lorsque cette crise particulière n'a pas tournée en pandémie. La pandémie de coronavirus donne un nouveau souffle à ce projet de loi, ce qui n'est pas du tout surprenant. Comme nous l'avons vu juste après le 11 septembre, chaque fois qu'une crise majeure prend de l'ampleur, le gouvernement cherche à accélérer l'adoption de lois draconiennes que le public n'aurait jamais tolérées dans le passé ; des lois qui prenaient la poussière avant mais qui sont soudainement poussées au premier plan aujourd'hui.

Il y a plusieurs années, j'ai écrit un article intitulé « [Une épidémie d'Ebola serait avantageuse pour les globalistes](#) », dans lequel je soulignais qu'une pandémie pourrait servir de couverture parfaite pour l'application de mesures de type loi martiale. J'étais particulièrement inquiet de la possibilité que la résistance au confinement du virus soit limitée et que cela donne au gouvernement les coudées franches pour commencer à arrêter les personnes qui résistent à l'application de mesures collectivistes. Ils pourraient même y parvenir sans trop de contrôle public.

Heureusement, le taux de mortalité lié à la Covid-19 n'est que de [0,26%](#) dans tout le pays pour toute personne ne vivant pas dans une maison de retraite et la résistance au confinement s'accroît chaque jour. Les Américains ne vont tout simplement pas supporter plus longtemps les violations de leurs libertés civiles.

Le projet de loi de New York est, à mon avis, un test décisif pour le reste du pays. L'establishment va d'abord essayer de voir à quel point il se heurte à une résistance dans un État tenu par la gauche dure, et s'il parvient à faire adopter l'A416, il essaiera ensuite de faire adopter des projets de loi similaires dans d'autres États contrôlés par les Démocrates. Si nous avons une présidence Biden le mois prochain, alors attendez-vous à une version fédérale peu de temps après.

Je pense que le moment où le projet de loi a été remanié n'est pas une coïncidence. Le fait qu'il soit à nouveau soumis à l'Assemblée de New York au moment même où le vaccin contre la Covid-19 rencontre tant de résistance suggère que l'objectif sera d'utiliser la menace des camps « covid » comme un outil pour effrayer le public et l'amener à se conformer au vaccin à peine testé. Les sondages réalisés au cours de l'année 2020 indiquent qu'une majorité d'Américains se méfient de la sécurité des vaccins et qu'au moins 30 % d'entre eux prévoient de la [refuser](#) purement et simplement.

Avec les [dangers potentiels](#) d'une réponse auto-immune mortelle ou d'une stérilité causée par le traitement expérimental, qui peut les blâmer ?

Je pense que si ce type de lois est mis en place dans un État, sans parler des autres États, il y aura de graves répercussions. Les conservateurs continueront à se délocaliser vers des comtés et des États plus libres tout en emportant avec eux leurs entreprises et leur argent comme contribuables. Les États gauchistes tenteront alors d'empêcher les gens de s'installer ailleurs, ou ils essaieront d'instituer des sanctions financières comme les législateurs californiens ont [essayé](#) de le faire.

Finalement, l'établissement de camps « covid » entraînera une réaction violente. C'est inévitable.

Je dirais aux législateurs gauchistes que c'est une voie qu'ils ne veulent pas emprunter, et les élites de l'establishment ne seraient pas à l'abri non plus de la colère que beaucoup d'Américains ressentiront face aux vaccinations forcées ou à l'emprisonnement pour un virus qui ne touche pas 99 % de la population. Il y a certaines lignes que nous ne leur permettrons pas de franchir, et celle-ci en fait partie.

Les incréments vers un État collectiviste cède la place à une chute libre rapide. Comme je l'ai constaté ces derniers mois, il semble que les élites soient pressées, ce qui suggère que la résistance du public est beaucoup plus importante que prévu et qu'elles commencent à paniquer.

Le projet de loi de New York n'est qu'un avant-goût de ce qui va suivre en termes de législation tyrannique. N'oublions pas que la prochaine étape sera celle des passeports médicaux pour tout, des voyages aux sorties au cinéma en passant par les repas au restaurant. Pour obtenir un passeport médical, vous devrez vous soumettre à la vaccination et à la recherche de contacts (en étant suivi par votre téléphone portable 24 heures sur 24, 7 jours sur 7). Chaque fois qu'une nouvelle mutation d'un coronavirus sera découverte, préparez-vous à subir d'autres mesures de confinement et à recevoir de nouvelles vaccinations. Votre ancien passeport médical sera annulé et tout recommencera à zéro.

Le cycle sera perpétuel, et ce à dessein. Les camps de concentration « covid » semblent être un concept comme l'Ave Maria mais destiné à terrifier la population. La mise en œuvre de telles mesures sera difficile, mais leur idée peut être utilisée pour faire pression sur la population afin qu'elle se conforme aux vaccins et à la recherche des contacts.

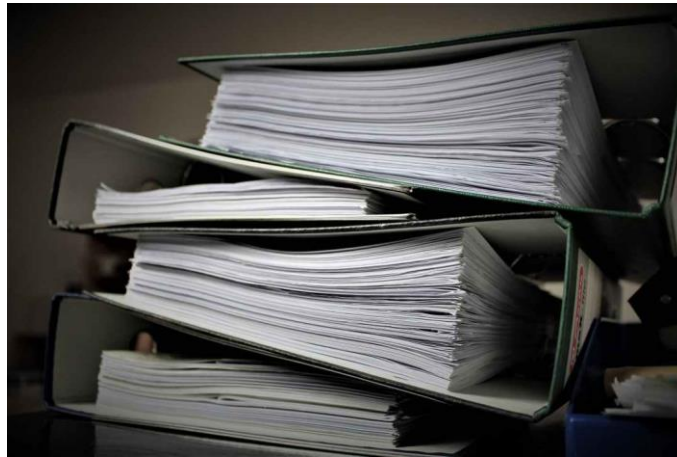
L'idée que le gouvernement ait la possibilité légale de vous mettre dans un sac noir à tout moment et de vous envoyer dans une obscure prison sans procédure régulière pourrait inspirer la peur ultime aux citoyens. Pourquoi ne pas simplement accepter le piqûre et les applications de traçage sur votre téléphone pour pouvoir dormir la nuit, n'est-ce pas ?

Mais cela ne s'arrête pas là. Tout comme les tribunaux britanniques de la « [Chambre Étoilée](#) » avaient l'habitude de faire disparaître les voix dissidentes dans les jours précédant la Révolution américaine, la législation « covid » qui permet l'emprisonnement unilatéral pourrait également être exploitée comme une arme contre N'IMPORTE QUI, pour quelque raison que ce soit. Tout ce que le gouvernement doit faire, c'est prétendre que vous avez la Covid-19, même si vous avez été vacciné, et s'il vous considère comme un problème, vous vous retrouvez un jour tout simplement happé par ce système.

Cela dit, plus les contraintes seront sévères, plus les Américains se sentiront galvanisés en refusant de s'y conformer. Plus les élites font face à une rébellion, plus elles tenteront de se tourner vers la « loi » pour légitimer leur criminalité, mais cela ne les aidera pas à long terme. Tout cela est assez prévisible, c'est pourquoi la législation ne m'inquiète pas particulièrement. Je pense que, même si elle est adoptée, elle ne fera qu'inspirer une plus grande unification des personnes épris de liberté ; elle aura l'effet inverse de celui que les élites souhaitent.

Au-delà de la guerre climatique : des écrits sur l'adaptation profonde à l'effondrement de la société

par Jem Bendell Posté le 31 décembre 2020



Cela fait maintenant quatre ans que j'ai donné ma première conférence sur la nécessité de débattre de la question de savoir s'il est trop tard pour éviter que nos sociétés ne subissent des dommages catastrophiques dus aux effets directs et indirects des dommages climatiques et écologiques. Lors de cet exposé, j'ai demandé si nous n'en parlons pas à cause de nos craintes. Parce que nous pouvons craindre de sombrer dans le désespoir et l'inaction. Ou nous pouvons craindre d'être attaqués par nos pairs et rejetés par nos amis. J'ai suggéré que nous devions surmonter de telles inquiétudes, explorer ce que l'anticipation d'un effondrement de la société pourrait signifier pour notre vie personnelle, professionnelle et politique. J'ai proposé un cadre de questions pour entamer cette conversation et l'ai appelé "Adaptation profonde". En prenant congé de mon travail de professeur d'université, j'ai étudié de plus près la science du climat, et j'en suis arrivé à ma conclusion personnelle que l'effondrement de la société dans la plupart des pays au cours de ma vie est désormais inévitable <elle n'a jamais été évitable>. Je ne pouvais donc plus continuer à travailler sur le développement durable et la durabilité des entreprises et j'ai publié en 2018 un document intitulé "Deep Adaptation". Cela faisait partie de mon processus d'évolution et de transformation, sans savoir ce qui allait suivre.

Le document a fait parler de lui et a alimenté une nouvelle vague d'activisme, avec la Rébellion de l'extinction et un nouveau réseau mondial de personnes se soutenant librement, appelé le Forum de l'adaptation profonde.

En 2020, un nombre croissant de personnes ont entendu parler de ce document, de son analyse, de son cadre et de la communauté de ses détracteurs. Mes amis me disent que cette réaction négative indique qu'il est devenu un mouvement qui compte. D'une part, il est décevant que les gens entendent constamment des informations erronées sur ce que nous faisons et pourquoi, et sur les implications pour l'activisme et la politique climatique. D'autre part, la critique de l'anticipation de l'effondrement est peut-être le moyen le plus sûr pour les membres du grand public d'entendre parler de cette possibilité en premier lieu, car seuls ceux qui sont prêts émotionnellement exploreront plus avant.

Chaque fois qu'il y a une critique, après la déception initiale, je me mets à l'écoute de ce qui est le plus important à faire. C'est pourquoi j'ai écrit ce nouveau blog. Pour les personnes qui ne connaissent pas ce sujet, il est nécessaire de trouver un moyen plus simple d'accéder aux écrits sur les nombreux aspects de l'adaptation profonde. C'est pourquoi ce blog propose des liens vers une série de domaines, tels que l'atténuation, la

psychologie, la science, l'activisme, la justice sociale, la spiritualité, etc. En effet, avant juillet 2020, je m'efforçais de ne communiquer qu'avec les personnes intéressées par le programme d'adaptation profonde, afin qu'elles puissent mieux travailler ensemble sur ce sujet. Cet été-là, les fausses représentations publiques de l'adaptation profonde m'ont amené à écrire quelques articles dans Resilience and Open Democracy, que je présente également ci-dessous. Aujourd'hui encore, je n'ai pas cherché à obtenir une couverture médiatique et je réagis plutôt lorsque les journalistes me contactent, ce qui a donné des résultats mitigés, car ils apportent leurs propres aversions et programmes. Par conséquent, si vous êtes un journaliste en train de lire et que vous pensez qu'il s'agit d'un sujet important pour une représentation précise et une discussion sobre, j'espère que les liens de ce blog vous seront utiles pour vous orienter sur le sujet.

Si vous souhaitez voir ce que d'autres personnes disent sur l'adaptation profonde, pensez au nouveau blog du forum sur l'adaptation profonde ou à ma chaîne Youtube. Veuillez utiliser la fonction de commentaires pour ajouter vos écrits préférés à l'agenda de Deep Adaptation.

▲ RETOUR ▲

2020, l'année de l'implosion des États-Unis, alors où est l'espoir ?

Tadeusz (Tad) Patzek 27 décembre 2020

Oui, tout cela s'est passé à Seattle, chers amis, comme le montre ce dur documentaire, mais la pandémie de COVID-19 est comme une machine à rayons X. Elle montre tout ce qui est cassé et caché.

Je commencerai mon explication détaillée des multiples causes qui sous-tendent le déclin urbain aux États-Unis par cette belle citation d'un ami :

De nombreux saints ont grandi dans la sainteté au point que, par la grâce de Dieu, ils ont restauré autour d'eux l'harmonie originelle avec la création dont Adam jouissait au Paradis. On pense immédiatement à saint Séraphin de Sarov et à saint Serge de Radonej, qui se sont liés d'amitié avec les ours sauvages, ou à saint Paul d'Obnora, qui a été vu entouré paisiblement par des animaux de la forêt. Même à notre époque, il existe des témoignages de monastiques vivant paisiblement dans la nature avec des cerfs sauvages et même des pumas. On se souvient de l'aîné Herman comme d'une douce hermine qui était totalement dévouée au Saint. Lorsqu'on lui a demandé ce qu'il pensait de ces animaux, un ancien monastique américain récent a répondu : "Ils ont quelque chose à voir avec le paradis".



Un mâle en visite chez nous le matin du jour de Noël

Malheureusement, la beauté de ces aberrations humaines, qui ont vécu en harmonie avec la nature - tout comme nous essayons -, est incompatible avec ma compréhension de la nature humaine, et de Dieu qui a dû être inventé par nécessité émotionnelle pour alléger le poids insupportable de la liberté de choix. Dieu intervient directement

ou non en tant que principal motivateur et (ab)solveur des efforts humains. Voici quatre des plus célèbres extraits de l'utilisation d'une/la main invisible (de Dieu, parfois) dans les traités d'économie. Dieu a commencé à aider les économistes au XVIIIe siècle, lorsqu'il a inspiré un célèbre Scott, Adam Smith.

J'ai compilé les cinq paragraphes suivants en paraphrasant et en modifiant quelque peu les fragments de cet article de Wikipedia et d'autres sources. En résumé, je ne suis pas sûr qu'Adam Smith ait pensé que Dieu utilisait sa propre main, magnifiquement manucurée par les anges féminins vietnamiens, comme "la" ou "une" main invisible des marchés. Dieu pourrait avoir été l'une des causes de l'émergence de cette main mythique, peut-être la cause principale, mais sûrement pas la seule, selon Smith. Les interprétations ultérieures de l'économie néo-classique, et les interprétations religieuses ferventes des théories économiques, ont injecté Dieu dans l'économie un peu trop, peut-être au goût d'Adam Smith. Mais ce n'est que mon opinion.

Trop souvent, à mon avis, une main invisible a été créée en épuisant l'environnement et en causant une pollution excessive, mais en traitant ces intrants et extrants essentiels de l'économie humaine comme des externalités. Aujourd'hui, les économistes sont devenus très habiles à omettre ces conditions limites gênantes de toutes les entreprises humaines. Je prétends que ces conditions limites auraient dû entrer dans tous les modèles économiques au milieu du XIXe siècle, lorsque les opérations industrielles modernes à grande échelle et les monopoles ont été introduits. Après les années 20, la publicité a encore plus faussé les marchés, en jouant sur l'irrationalité humaine et en influençant fortement les choix d'achat de millions de personnes.

Nature et causes de la richesse des nations, généralement désigné par son titre abrégé *La richesse des nations*, est le magnum opus de l'économiste et philosophe moral écossais Adam Smith. Il a utilisé pour la deuxième fois la métaphore de la "main invisible" [c'est nous qui soulignons] dans le livre IV, chapitre II, paragraphe IX de *La Richesse des nations*. Je pars de cette citation, car elle est pertinente pour une économie plus moderne :

"Mais le revenu annuel de chaque société est toujours exactement égal à la valeur échangeable de l'ensemble du produit annuel de son industrie, ou plutôt est exactement la même chose avec cette valeur échangeable. Par conséquent, comme chaque individu s'efforce autant que possible d'employer son capital pour soutenir l'industrie nationale et de diriger cette industrie de manière à ce que ses produits aient la plus grande valeur possible, chaque individu travaille nécessairement pour rendre le revenu annuel de la société aussi grand que possible. En général, en effet, il n'a pas l'intention de promouvoir l'intérêt public, et ne sait pas non plus dans quelle mesure il le fait. En préférant le soutien de l'industrie nationale à celui de l'industrie étrangère, il ne vise que sa propre sécurité ; et en dirigeant cette industrie de telle manière que ses produits puissent être de la plus grande valeur, il ne vise que son propre gain, et il est en cela, comme dans de nombreux autres cas, conduit par une main invisible [c'est nous qui soulignons] à promouvoir une fin qui ne faisait pas partie de son intention. Et il n'est pas toujours bon pour la société qu'elle n'en fasse pas partie. En poursuivant son propre intérêt, il promeut souvent celui de la société de manière plus efficace que lorsqu'il a réellement l'intention de le promouvoir. Je n'ai jamais connu beaucoup de bien fait par ceux qui ont touché au commerce pour le bien public. Il s'agit d'une affectation, en effet, peu courante chez les commerçants, et il suffit de peu de mots pour les en dissuader".

La première utilisation de la "main invisible" est entrée dans la Théorie des sentiments moraux (1759) dans la quatrième partie, chapitre 1, où Adam Smith décrit un propriétaire égoïste comme étant mené par une main invisible [c'est nous qui soulignons] pour distribuer sa récolte à ceux qui travaillent pour lui. Remarquez que cette fois-ci, Smith utilise "une main invisible", par opposition à "la main invisible". Ainsi, cette main invisible est peut-être le résultat de nombreuses causes ou n'existe pas du tout, comme l'a écrit Joseph E. Stiglitz (*The Roaring Nineties*, 2006 ; Altman, Daniel. *Managing Globalization*. Dans : *Q & Answers with Joseph E. Stiglitz*, Columbia University and The International Herald Tribune, 11 octobre 2006 05:03AM. Archivé le 26 juin 2009, à la Wayback Machine.

C'est seulement dans *The History of Astronomy* (écrit avant 1758) que Smith parle de la main invisible (pas de Dieu) [emphase et "pas de Dieu" ajoutées], avec laquelle les ignorants expliquent des phénomènes naturels autrement inexplicables :

"Le feu brûle, et l'eau rafraîchit ; les corps lourds descendent, et les substances plus légères volent vers le haut, par la nécessité de leur propre nature ; et la main invisible de Jupiter n'a jamais été appréhendée comme étant employée dans ces domaines". (Smith, A., 1980, The Glasgow edition of the Works and Correspondence of Adam Smith, 7 vol., Oxford University Press, vol. III, p. 49)

Enfin, dans *The Theory of Moral Sentiments* (1759) et dans *The Wealth of Nations* (1776), Adam Smith parle d'une main invisible, jamais de la main invisible. Dans *The Theory of Moral Sentiments*, Smith utilise ce concept pour soutenir une théorie du "ruissellement vers le bas", concept également utilisé dans la théorie du développement néoclassique : La gloutonnerie des riches sert à nourrir les pauvres.

"Les riches ... ne consomment guère plus que les pauvres, et malgré leur égoïsme et leur rapacité naturels, bien qu'ils ne pensent qu'à leur propre convenance, bien que la seule fin qu'ils proposent à partir des travaux de tous les milliers qu'ils emploient, soit la satisfaction de leurs propres désirs vains et insatiables, ils partagent avec les pauvres le produit de toutes leurs améliorations. Ils sont conduits par une main invisible [c'est nous qui soulignons] à faire presque la même répartition des nécessités de la vie, qui aurait été faite, si la terre avait été divisée en parts égales entre tous ses habitants, et donc sans le vouloir, sans le savoir, faire avancer l'intérêt de la société, et donner des moyens à la multiplication des espèces. Lorsque la Providence a divisé la terre entre quelques maîtres seigneuriaux, elle n'a ni oublié ni abandonné ceux qui semblaient avoir été laissés de côté dans la partition. Ces derniers aussi jouissent de leur part de tout ce qu'elle produit. Dans ce qui constitue le vrai bonheur de la vie humaine, ils ne sont en rien inférieurs à ceux qui leur semblent si supérieurs. Dans l'aisance du corps et la paix de l'esprit, tous les différents rangs de la vie sont presque à égalité, et le mendiant, qui se prélassait au bord de l'autoroute, possède cette sécurité pour laquelle les rois se battent". (Smith, A., 1976, The Theory of Moral Sentiments, vol. 1, p. 184 in : The Glasgow Edition of the Works and Correspondence of Adam Smith, 7 vol., Oxford University Press).

Il n'y a pas de main invisible. Mais il y a la cupidité et l'abus de l'environnement, tout simplement, comme dans l'image ci-dessous. Plus précisément, ce que l'amibe fossile mondiale prélève sur la Terre, et les poisons qu'elle y rejette, est la main invisible qui guide notre autodestruction douce et rapide qui résulte de la cupidité. [L'avidité est bonne dans l'Amérique de Trump]



Aux États-Unis, le capitalisme est arrivé à sa conclusion logique. Quelques super-riches, quelques millions de bien à faire, et 200 millions de masses appauvries et ravagées. Nous avons mis à sac la majeure partie de l'intérieur des États-Unis et l'avons converti en une machine industrielle laide qui consomme les gens, les ressources (sol, eau, forêts et minéraux) et le reste de l'environnement.

Pour sortir de ce désert social et physique, il faudra revoir nos priorités sociales dans une mesure sans précédent. Nous devons pour cela faire face à une orgie de cupidité appelée marché boursier, et à la réticence de nombreuses personnes que je connais à partager leur "main invisible" du butin de Dieu. Oui, ils pensent que leur cupidité et leur butin sont les avantages sanctionnés par Dieu d'être riches, intelligents et pieux. Et qu'ils baisent les pauvres et les indigents.

Pour comprendre l'ampleur et la profondeur presque insurmontable du désert social que nous avons créé, il faut lire l'"éloge funèbre des péquenauds". Dwayne Willis était ce type à un million d'exemplaires, qui s'est échappé et a fait la chronique de sa propre vie, ainsi que de celle de sa famille et de ses amis sur trois générations. J'ai pleuré par moments, quand j'ai lu son livre déchirant. Voilà donc le paysage américain actuel, après l'effondrement économique, tel que je le vois maintenant.

Il est révélateur que le livre "Hillbilly Eulogy" ait été traduit dans le film "Hillbilly Elegy" par Netflix dans une excellente adaptation, quoique trop brève, du livre. Les Américains ne veulent tout simplement pas regarder des histoires dont les titres sont malheureux.

L'Alexandrie naïve et idiote de ce monde doit réaliser que la véritable "révolution verte" aux États-Unis sera celle des investissements massifs dans la santé publique, la réhabilitation des toxicomanes, l'alimentation et l'éducation structurée de longue durée pour des dizaines de millions de jeunes dans le désert américain. Nous devons réduire ou éliminer l'agriculture corporative de type kolkhozien, les usines géantes d'abattage d'animaux, l'agriculture de production abusive, les terribles emplois non rémunérés sans avantages, les soins de santé sous-financés, l'absence de transports de masse, les infrastructures défailantes, etc. Pour réduire de moitié la consommation d'énergie, nous devons taxer la consommation individuelle ET les entreprises en tant que fonction quadratique ou cubique des revenus et des bénéfices. Compte tenu de mon revenu actuel, et non de ma consommation, je ferai partie de ceux qui seront taxés à un taux plus élevé.

Ces nouvelles taxes iraient alors à la création de soins de santé pour tous, de logements subventionnés pour les sans-abri fonctionnels, et de nombreux hôpitaux psychiatriques et de réhabilitation des toxicomanes dans chaque communauté, suivis par les maisons de retraite de haute qualité, subventionnées par l'impôt et dotées d'un personnel qualifié. En bref, il faudrait convertir les États-Unis en un pays beaucoup plus socialiste, comme la Norvège, la Suède ou le Canada, mais sans imiter le pseudo-socialisme dégénéré, alimenté par les dons des contribuables aux entreprises, c'est-à-dire l'agriculture américaine.

Je viens d'esquisser un nouvel accord, dans lequel nous allons réduire notre consommation privée et stimuler le secteur public. Mon plan sera certainement largement accepté par les Américains confus, généralement lavés de leurs cerveaux, parfois fous (ceux qui croient aux mensonges que personne d'autre ne peut voir, comme la frauduleuse élection présidentielle de 2020), et la nomenklatura corrompue qu'ils élisent, et réélisent, et réélisent...

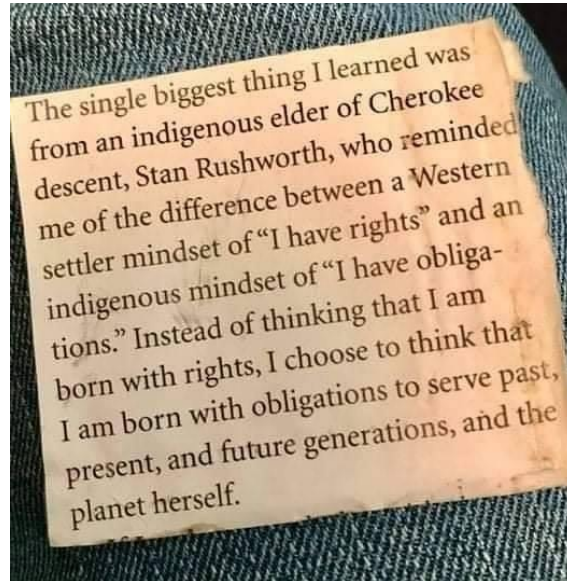
Pour être clair, les vraies petites entreprises, et non les sociétés-écrans par et pour les super riches, seront encouragées et subventionnées selon les besoins pour créer des emplois de haute qualité. Et si vous voulez voir à quel point ce que j'expose sera difficile, veuillez lire les commentaires des lecteurs de cet article de Faux News que je regarde et lis afin de mieux comprendre le pétrin dans lequel nous nous trouvons.

Et il se peut que ça ne marche pas, mes chers amis, **Tad**

P.S. Comme le dirait John Muir, toutes les choses, grandes et petites, sont liées. Dans ce poste, je me suis tenu à l'écart de la guerre contre la démocratie américaine qui a été menée sans merci par le parti républicain dans les années 1970 ; puis dans les années 1980 ; puis entre 1997 et 2001 (le PNAC et l'orgie de conseils spéciaux contre ce sac à merde, Bill Clinton, qui a permis le 11 septembre et a déclenché la guerre éternelle en Afghanistan) ; puis la guerre de 2003 en Irak ; et - pas si finement -, la présidence de Trump en 2016-2020. Le dernier demi-siècle de délocalisation incessante des emplois industriels et des prestations de travail aux États-

Unis nous a donné les 40 millions d'âmes désespérées et désespérées qui se sont accrochées au grand mensonge de Trump, à savoir assécher le marais et aider les pauvres. Les guerres interminables nous ont donné des dizaines de milliers de soldats blessés, et l'épidémie d'opiacés alimentée par les familles criminelles super riches américaines et les sociétés criminelles, comme McKenzie Associates, qui les ont servies et conseillées. L'épidémie de méthamphétamine, à son tour, a résulté des longs et monotones emplois dans des endroits terribles comme les usines de conditionnement de la viande. Enfin, la plupart des 550 000 décès liés à la COVID aux États-Unis seront le résultat de la désertification de la santé publique de notre pays, et de la catastrophe politique et humanitaire qui est et continuera d'être l'administration Trump.

P.S.P.S. (01/03/2021) : Sur l'importance de vivre en harmonie avec la nature, voici une image qui m'a été envoyée par un ami de Seattle, **Brian**.



▲ RETOUR ▲

.Le retour de la folie hydrogène

Par Michel Gay. 20 janvier 2021 Contrepoints.org



La France s'engagera-t-elle dans cette **impasse énergétique et cette gabegie financière** ?

Puisque la folie de l'hydrogène (H₂) revient à la mode avec le plan de relance du gouvernement de septembre 2020 lui [accordant 7 milliards d'euros](#) d'ici 2030, voici quelques rappels qui risquent de refroidir les ardeurs.

Une civilisation hydrogène ?

Depuis cette annonce, les chasseurs de subventions se lèchent les babines devant ce pactole qu'il s'agit maintenant de s'accaparer au mieux avec des études et des projets pompes-à-fric plus mirifiques les uns que les autres pour faire croire que la France se dirige vers une future « *civilisation hydrogène* ».

À l'horizon 2035, le Réseau de transport d'électricité (RTE) [envisagerait](#) de remplacer par de l'H₂ vert une partie seulement de l'H₂ industriel (environ 40 %) déjà produit et utilisé dans la chimie. Celui-ci est aujourd'hui obtenu à partir du gaz naturel méthane par la technique du [vaporeformage](#) pour le raffinage du pétrole et la fabrication d'engrais principalement.

Son usage éventuel comme énergie dans la mobilité pour succéder au pétrole et au gaz n'est pas prévu avant 2050 au mieux.

Certes, pour le service rendu en termes d'autonomie (supérieure à 600 km) et de rapidité de ravitaillement (quelques minutes), le gaz hydrogène (H₂) dit vert pourrait être le meilleur moyen écologique d'électrifier les transports via une pile à combustible (PAC).

L'hydrogène est une énergie qui apparaît merveilleuse et futuriste pour succéder aux carburants fossiles (pétrole, gaz, charbon) dans la mobilité et le chauffage [depuis... plus d'un siècle](#) !

En effet, l'hydrogène *vert* est extrait de l'eau (H₂O) avec de l'électricité. En pratique, 11 litres d'eau (ou 11 kg) sont nécessaires pour produire 1 kg d'hydrogène qui permet de parcourir environ 100 km avec une PAC dans une voiture moyenne. L'eau ne manque pas en Europe, et l'électricité *verte* peut être produite grâce au [vent et au soleil intermittents ainsi qu'à l'uranium](#), tous disponibles pour des millénaires.

Après avoir brûlé le gaz hydrogène pour se chauffer, ou l'avoir retransformé en électricité dans une PAC, il se recombine avec l'oxygène de l'air pour redonner... de l'eau. Extraordinaire !

Quoi de plus simple, de plus propre et de plus écologique ?

Ce serait donc une énergie non polluante disponible en quantité inépuisable.

Pourquoi ne pas y avoir pensé plus tôt ?

D'où vient l'hydrogène ?

L'hydrogène n'est pas une source d'énergie disponible à l'état naturel sur Terre, sauf sous forme [diffuse et inexploitable](#).

Pour des raisons de coûts, ce gaz est aujourd'hui extrait industriellement du pétrole, du charbon, et surtout du gaz naturel (méthane) qu'il est censé remplacer.

Bien entendu, le gaz hydrogène n'est un vecteur d'énergie formidable que s'il est extrait... de l'eau !

Pour produire l'hydrogène *vert* nécessaire chaque année pour succéder, même partiellement, au pétrole et au gaz dans les transports, [la seule solution viable](#) actuellement parmi de nombreux procédés, est selon RTE l'électrolyse de l'eau qui nécessite de produire en amont une électricité décarbonée, abondante, et bon marché.

Mais ce procédé entraîne **une perte de 50 % d'énergie pour obtenir de l'hydrogène** à 700 fois la pression atmosphérique (700 bars), **et jusqu'à 60 % pour obtenir de l'hydrogène liquide** (à moins 253°C), à partir de

l'électricité initiale.

Puis une nouvelle perte de 50 % intervient pour transformer l'H₂ en électricité dans une PAC.

Le rendement global de la production d'électricité initiale jusqu'à l'énergie mécanique fournie « aux roues » en y incluant les pertes diverses (transports, stockages,...) est donc inférieur à 25 % (il y a plus de 75 % de pertes).

Pour 100 kWh d'électricité produite, le « système hydrogène » en restitue moins de 25 kWh.

Le coût de l'électricité à la sortie d'une PAC est donc au minimum quatre fois plus élevé que le prix de l'électricité à l'entrée. Sans compter l'amortissement du coût important des électrolyseurs et de la PAC qui peut doubler le prix de vente alors que, dans les mêmes conditions, le « système batterie » en restitue 75 kWh.

Pour remplacer l'importation annuelle des 50 millions de tonnes de pétrole [pour la mobilité en France](#) par de l'hydrogène vert obtenu par électrolyse, il sera nécessaire de produire 600 térawattheures (TWh) d'électricité, en plus des 500 TWh produits annuellement aujourd'hui sur le territoire national, dont 400 TWh par le parc nucléaire.

Il faudrait donc au minimum doubler le parc nucléaire qui est la seule source d'énergie capable de fournir massivement l'électricité nécessaire à cette électrolyse si le pétrole, le gaz et le charbon font défaut.

Dans les véhicules ?

L'hydrogène liquide a été abandonné pour les voitures particulières après diverses tentatives car il est difficile à conserver à moins 253°C (fuites importantes par bouillonnement permanent dans un contenant isolant et volumineux).

Pour parcourir plus de 600 km en véhicule, le meilleur compromis aujourd'hui est le réservoir d'hydrogène comprimé à 700 bars, associé à une PAC et une petite batterie tampon d'une quinzaine de kilowattheures (kWh), comme dans la [Nexo de Hyundai](#) par exemple, dont le prix de vente est d'environ 70 000 euros. Un tel réservoir occupe un volume de 35 litres et pèse 18 kg par kg d'hydrogène contenu.

Pour la mobilité, un kg d'hydrogène équivaut à environ 7,5 litres d'essence en énergie mécanique aux roues.

En effet, le rendement de l'énergie mécanique fournie aux roues par l'hydrogène, depuis le réservoir via une PAC, est deux fois supérieur (environ 50 %) à celui de l'essence dans un moteur à explosion (environ 25 %).

Donc, un kg d'hydrogène contenant 33 kWh « chaleur » fournit la même quantité d'énergie mécanique aux roues (17 kWh) pour mouvoir le véhicule via l'électricité produite par la PAC que 7,5 litres d'essence contenant 68 kWh « chaleur » via le moteur à explosion.

Il en résulte que le réservoir d'une voiture contenant 10 kg d'hydrogène (permettant de parcourir environ 800 km avec une consommation de [1,2 kg d'hydrogène par 100 km](#)) représente un volume de 350 litres et pèse 180 kg. Il est donc près de six fois plus gros que le réservoir d'essence (350 litres au lieu de 60 litres) et trois fois plus lourd (180 kg au lieu de 60 kg).

Mais d'autres inconvénients sont plus ennuyeux, voire rédhibitoires.

L'hydrogène est difficile à utiliser, coûteux et dangereux

L'usage du gaz hydrogène en tant qu'énergie est quasiment inexistant au niveau mondial (1 % pour les fusées) car il est difficile à manier, conditionner, transporter, stocker...

Il est aussi [coûteux à exploiter](#) et son pouvoir explosif élevé le rend [très dangereux](#).

L'économie hydrogène vert en tant que vecteur énergétique ne délivre à l'utilisateur final que 10 à 25 % de l'énergie initialement produite. Il faudra vraiment avoir un besoin impératif d'hydrogène décarboné pour gaspiller autant d'énergie et donc d'argent pour se déplacer et se chauffer.

Dans ces conditions, en dehors d'opérations publicitaires ciblées et de [projets expérimentaux](#) parfois [bidons](#) subventionnés par les contribuables, [l'hydrogène ne succèdera ni au pétrole ni au gaz naturel \(méthane\)](#) tant que ces derniers seront disponibles, c'est-à-dire pendant encore un siècle au moins.

La France s'engagera-t-elle dans cette [impasse énergétique](#) et cette gabegie financière ?

En tant qu'énergie pour succéder aux énergies fossiles, et malgré son aspect séduisant, le gaz hydrogène vert issu de l'électricité renouvelable et nucléaire est [une folle solution d'avenir qui le restera longtemps](#) si les Français et les Européens ne veulent pas se ruiner.

▲ RETOUR ▲

[AURELIO PECCEI ET LA REVUE « LA DÉCROISSANCE »](#)

Par [biosphere](#) 20 janvier 2021

Nous aimons bien le mensuel « La Décroissance », coup de poing contre la pensée unique croissanciste. Nous aimons beaucoup moins le fait que tout ce qui bouge au niveau des écologistes y est automatiquement classé comme « écotartufe », que ce soit **Hugo Clément** ou [Aurélio Peccei](#) dans leur dernier opuscle (numéro de décembre 2020/janvier 2021).

Du point de vue des écologistes, nous voyons plutôt le côté positif de tous ceux qui veulent faire face à l'urgence écologique, et Aurelio (1908-1984), fondateur du [Club de Rome](#) en 1968, est vraiment un précurseur qui pouvait écrire dans les années 1970 :

« Je suis né en homme libre et j'ai tâché de le rester. Alors j'ai refusé, j'ai refusé... vous comprenez ce que ça veut dire, surtout en Italie à mon époque : la soumission au conformisme religieux, le fascisme. Je me sens obligé de faire tout ce que je peux pour mettre à la disposition des hommes ce que je sais, ce que je sens, ce que je peux faire. Nous avons tellement développé notre capacité de production qu'il nous faut soutenir une économie dont le côté productif est hypertrophique. On le fait avec ces injections de motivations artificielles, par exemple par la publicité-propagande. Ou on le justifie par la nécessité de donner du travail à des gens, à une population qui sont enfermés dans un système dans lequel, s'il n'y a pas de production, tout s'écroule. Autrement dit nous sommes prisonniers d'un cercle vicieux, qui nous contraint à produire plus pour une population qui augmente sans cesse... Nous avons été fascinés par la société de consommation, par les bénéfices apparents ou les satisfactions immédiates, et nous avons oublié tout un aspect de notre nature d'hommes. Le profit individuel, ou la somme des profits individuels, ne donne pas le profit collectif ; au contraire, la somme des profits individuels donne une perte collective, absolue, irréparable. Nous le voyons maintenant avec le plus grand bien commun qu'on puisse imaginer : les océans. Les océans seront détruits si on continue à les exploiter comme on le fait actuellement. Ils seront exploités à 100 % pour les bénéfices personnels de certaines nations, de certaines flottes, de certains individus, etc. Et le bien commun disparaît.

Les richesses que nous avons reçues des générations précédentes disparaissent. Notre génération n'a pas le droit de volatiliser un héritage, nous devons à notre tour le passer aux autres.

Nous sommes en train de détruire, au-delà de toute possibilité de recyclage, les bases mêmes de la vie. L'homme achèvera son œuvre irresponsable, maudite – il a détruit les formes animales les plus évoluées ; les grands animaux, les baleines, la faune africaine, les éléphants, etc. C'est l'aspect le plus voyant de notre puissance destructrice dans la biosphère. Quand nous coupons du bois pour en faire l'édition du dimanche d'un journal à grand tirage, qui est constitué pour 90 % de publicité qui est une activité parasitaire, quand nous reboisons, il nous semble que nous reconstituons la nature. En fait le fait d'avoir détruit un bois détruit tous ces biens infinis de vie qui avaient besoin de l'ensemble de ces grands arbres, et qui étaient un tissu de cycles, de systèmes enchevêtrés l'un dans l'autre ; tout ce bouillonnement de vie est dégradé par le fait que nous avons, sur une grande superficie, coupé les arbres. C'est comme une blessure : après le tissu de reconstitue mais la cicatrice reste. Si nous le faisons sur des superficies très grandes, comme nous le faisons partout dans le monde, nous provoquons d'une façon irrémédiable une dégradation de la biosphère. L'homme, servant son intérêt immédiat, réduit la déjà mince capacité de support de vie humaine dans le monde : la biosphère, cette mince pellicule d'air, d'eau et de sol que nous devons partager avec les animaux et les plantes. Parce que nos connaissances nous ont donné des possibilités supérieures, nous pouvons engranger toutes les calories que nous savons puiser dans la terre, nous pouvons nous entasser dans des communautés plus vastes que celles que nous savons manier, nous pouvons obtenir des vitesses plus grandes que celles que nous savons maîtriser, nous pouvons avoir des communications plus rapides entre nous sans savoir quel contenu leur donner. Nous agissons comme des barbares, l'homme n'a pas su utiliser ses connaissances d'une façon intelligente. Les bêtes, elles, quand elles ont satisfait leurs besoins, ne tuent pas, ne mangent pas, n'accumulent pas, elles gardent leur nature primitive et belle.

*Savoir communiquer demande la reconnaissance de valeurs communes, une possibilité créatrice et une vision de la vie. Nous avons perdu ces trois choses, et nous nous obstinons à créer des moyens de communication qui restent sans contenu. Nous donnons à nos enfants le téléphone, la motocyclette, la télévision, l'avion, etc., mais aucunement la capacité d'utiliser ces moyens techniques de façon créatrice. L'homme emploie ses connaissances pour créer des biens matériels, des machines, des biens consommables, et ce que nous appelons le progrès : ce ne peut pas être notre but. Nous sommes prisonniers des machines que nous avons créées. L'essentiel reste les élans spirituels, la morale, qui n'ont rien à voir avec la technologie, la technique, les gadgets. Notre culture s'est essentiellement axées, dans sa forme capitaliste ou socialiste, sur des valeurs purement matérielles. C'est ce que nous devons réformer en nous... »**

* [Enquête sur le Club de Rome par Janine Delaunay \(in Halte à la croissance\)](#) Fayard 1972, 318 pages, 26 francs

▲ RETOUR ▲

.DANS LA NEF DES FOUS...

19 Janvier 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

Il suffit que Trump décide une chose pour qu'immédiatement [Biden fasse le contraire](#). Une ré-ouverture timide du transport aérien international devait se faire le 26 janvier, elle n'aura pas lieu.

Les sites de rencontres eux-mêmes se livrent à la chasse aux trumpistes du Capitole. Une belle [bande de décervelés](#), donc. Et toujours la même chose, c'est que les [élections ont été honnêtes](#) et transparente, même en Union soviétique, pardon, Detroit, la ville démocrate où Biden fait 95 % des voix, mais où 72 % des électeurs par correspondance sont bidons.

Pendant que l'économie réelle va décroître, la dette publique US, elle va se développer de manière [exponentielle](#).

Les jeux du cirque sont en faillite. Le football français est en déshérence, faute de diffuseurs et de spectateurs.

Là aussi, [le train de vie des clubs](#), comme le train de vie de certaines nations, sont bien au-dessus de leurs moyens... La ligue de football professionnelle a fait des prêts... La bulle a éclaté, le modèle économique est mort. Mais on espère, contre toute raison, que cela va continuer.

[En réalité, là aussi, le pétrole et l'énergie facile pouvait permettre l'existence d'activités totalement inutiles.](#)

[Le totalement superflu](#) est en train de s'évaporer. Les footballeurs ? Ceux qui font ça par plaisir dans des petits clubs locaux ne seront pas pénalisés. C'est le business modèle qui est mort. La société dans son ensemble est désormais incapable de supporter économiquement ces non-sens profonds.

La billetterie n'assurait que 15 % des recettes, les budgets sont passés de 60 millions à 500 en 20 ans, et la quasi-totalité des clubs sont chroniquement déficitaires seuls une poignée sont rentables. Les salaires des joueurs ont augmentés de 100 % en 5 ans. Si on en revient aux paradigmes de fin des années 1970 où la billetterie assurait le fonctionnement, les salaires baisseront donc de 90 %.

Comme je l'avais déjà signaler, la [banque centrale d'Angleterre](#) finance directement le gouvernement, sans fiction de dette publique, pendant que certains font des [cacas nerveux](#) à propos des [taux de la dette](#)...

.DANS LA NEF DES FOUS II

[Un bac + 5](#) pour finir au SMIC ? veinard ! En même temps, Bac + 5, ça ne veut rien dire. Le mécano recruté au niveau cap hier, est devenu bac pro, alors que le niveau réel du mécano cap d'il y a 30 ans, c'est un BTS.

[Le pic pétrolier en finit avec l'obsession du diplôme.](#) Il n'y a jamais eu de la place pour tout ce monde à bac + 5. Ils étaient simplement prié de finir leurs études pour rester quelques années de plus pas au chômage.

[Roland Dumas](#), il y a 25 ans, validait les comptes de campagnes de deux menteurs. Balladur et Chirac. Il prétend avoir "sauver la république". En réalité, il l'a enterré.

[Europacity](#) est enterré, mais pas la volonté de bétonner, de la part d'élus dont le degré de lobotomie illustre parfaitement ce que je dis : la classification dans la catégorie des paumés qui **ne savent pas dans quel monde ils vivent**. Surtout dans les grands centres urbains.

[Whatsapp](#) voit l'exode de ses utilisateurs. Bel exemple, là aussi, d'économie de branlecouille et de gens qui ne comprennent même pas la fragilité de leur modèle économique, qu'un rien peut déstabiliser. Et qu'ils n'ont rien de totalement indispensables.

Modèle de délabrement aux USA. La foule -enthousiaste- est priée de ne pas assister à l'investiture de Joe. Ils sont remplacés par 200 000 drapeaux.

La simple non croissance de la disponibilité d'énergie est ravageur pour notre économie. Et la décroissance amène des conflits d'autant plus violents qu'elle sera rapide.

Les conflits très meurtriers de période de krachs ne manquent pas. C'est le krach du XIV^e siècle qui se traduit par la guerre de 100 ans, le plafonnement du XVI^e siècle qui se traduit par des conflits meurtriers au XVI et XVII, avec la fin des reconstructions.

Les producteurs d'énergie ne peuvent facturer le bon prix aux acheteurs, prix qui leur permettrait d'en vivre et aussi de faire face à des habitudes acquises depuis des décennies.

Les riches deviennent plus riches, pendant que les pauvres deviennent plus pauvres et qu'on voit qu'aux USA, les oligarques ont jeté le masque et prennent le pouvoir de manière officielle...

Les gouvernements veulent contrôler leurs populations et les épidémies nées et propagées par les idioties de la globalisation.

L'économie s'est tellement affaiblie qu'une attaque mineure, un trouble tout aussi mineur peut emporter à bas le système, surtout aux USA, et se transmettre par la courroie de transmission du commerce extérieur et du déficit, à la terre entière en quelques semaines.

Travailleurs mécontents, gouvernements renversés, défauts de paiements, faillites, retour -forcé- au local, pendant que des gouvernants incompetents, déphasés et larbins des ploutocrates sont incapables de dire la vérité; celle du pic énergétique et s'abritent derrière une excuse de "sauver la planète" et "réchauffement climatique", alors qu'on est loin de ça.

▲ RETOUR ▲



Thérapie génique : efficacité surestimée

By Docteur January 21, 2021

... On peut même parler de bidouillage.

Pfizer a fait de la réclame, avec sa fameuse annonce de "95 % d'efficacité", un slogan.

Et ce slogan :

- a été copié par les autres laboratoires (Moderna courant derrière et AstraZeneca aussi) dans une grotesque course à l'échalote ambiance cours de récréation ([lire article](#))
- a convaincu les autorités sanitaires publiques de tous les pays du monde qui se sont dépêchées d'autoriser le produit et de lancer des campagnes d'injection massives.

J-D Michel a écrit un formidable papier ([lire ici](#)) démontrant la supercherie, en prenant comme premier appui une étude publiée dans le [British Medical Journal](#) fin novembre.

Sans même parler de la sécurité de ce produit, de ses effets secondaires surtout à long terme car c'est une nouvelle technologie... la société américaine a présenté les résultats de ses études cliniques... de manière biaisée, afin de parvenir au fameux slogan "95 % d'efficacité".

Idem pour une [étude publiée le 10 décembre](#) qui a repris les conclusions du laboratoire.

J-D Michel a été aidé par deux médecins (souhaitant garder l'anonymat) et la généticienne française Alexandra Henrion Caude.

Quelques points :

-le propre protocole d'étude du labo n'a pas été respecté

-des durées variables concernant l'efficacité, après la 1ère et 2ème dose, en fonction des groupes "symptomatiques" et "symptomatiques sévères".

-et concernant la fameuse "efficacité", des conclusions statistiques... biaisées ou carrément non opérantes.

Les données montrent un effet de prévention sur l'infection (seulement 8 cas sur 2 214 contre 162 sur 2 222 dans le groupe placebo). Avec toutefois une **étude portant uniquement sur des sujets âgés entre 25 et 65 ans, soit hors groupes à risque !** La réponse immunitaire déclinant avec le temps, cela **ne permet de tirer absolument aucune conclusion quant à l'efficacité du vaccin sur les groupes de population âgés de plus de 65 ans.** Extrapoler comme le font les autorités sanitaires est profondément contraire à l'éthique et à la déontologie de la recherche !

Et concernant la prévention des formes sévères :

En ce qui concerne la prévention des cas sévères, l'échantillon (même composé de près de 44 000 personnes) **ne permet d'arriver à aucune conclusion** : le faible nombre de cas de Covid grave (5 en tout si on respecte le protocole, 10 en le transgressant) étant rédhibitoire (intervalle de confiance de -152.6 à 99.5, proprement inutilisable !)

Il faut noter que les premières données avec le déploiement "en vrai" de cette thérapie génique... semblent confirmer que le "95 % d'efficacité" est surestimé.

On pense bien entendu à [Israël \(qui vaccine massivement depuis le 19 décembre\)](#) et... à l'Angleterre :

Has Britain got its Pfizer vaccine strategy WRONG? Israel's top doctor says **first dose is LESS effective than indicated** as **Patrick Vallance says the UK needs to look 'very carefully' at real-world data** ([article du DailyMail](#))

- Dr Nachman Ash complained people were still catching coronavirus after jabs
- But protection is only expected to kick in from two weeks after the first dose
- British vaccine regulator claims one Pfizer dose gives high level of protection

A lire aussi :

Lien : <https://www.medias-presse.info/bombe-mediatique-lefficacite-des-vaccins-anti-covid-remise-en-cause-par-une-etude-scientifique-du-british-medical-journal/138623/>

L'Angleterre, et même la France qui ont modifié le délai entre première et deuxième injection, afin de palier... le manque de disponibilité des doses... prennent donc un risque.

▲ RETOUR ▲

Ivermectine contre le Covid : synthèse

By Docteur January 21, 2021

L'IHU de Marseille fait une synthèse au sujet de l'ivermectine contre le couillonavirus (en prophylaxie, en traitement précoce et traitement des formes graves).

Présentation de 12 minutes.

Synthèse qui porte sur :

- les études in vitro
- les études in vitro
- les études in silico
- sans oublier les méta-analyses.

Cette molécule qui date de la fin des années 70 (découverte par un Japonais) utilisée comme antiparasite possède également des propriétés antivirales, antibactériennes, anticancéreuses et anti-inflammatoires.

Elle est sans danger (3,7 milliards de doses utilisées dans le monde). Ne coûte pas chère.

Bref, une cible parfaite pour les covidéments et tous leurs complices, qui font la guerre contre toute idée de traitement du couillonavirus, afin de promouvoir **seulement**... le doliprane et les vaccins et les thérapies géniques (Pfizer, Moderna).

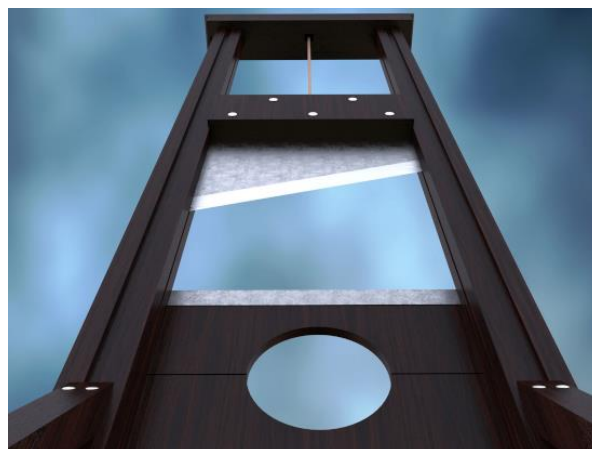
Rappelons aussi l'[excellent papier du docteur Maudrux](#).

A noter un élément important : il y a en ce moment plus de 40 essais cliniques autour de l'ivermectine en cours actuellement (voir : <https://www.clinicaltrials.gov>).

Bref, nous aurons bientôt des montagnes de données supplémentaires...

Les covidéments devront alors répondre de leurs actes.

En justice.



Plus efficace qu'un vaccin : le bras armé de la justice.

MISE-A-JOUR

A noter qu'un référé a été déposé le 15/01 auprès du Conseil d'Etat, pour obtenir une RTU (recommandation temporaire d'utilisation) pour la prescription de l'ivermectine (contre le Covid).

L'audience aura lieu lundi 25 janvier.

Voir la vidéo de l'avocat, Jean-Charles Teissedre, qui s'occupe du dossier.

Lien : <https://www.youtube.com/watch?v=GEmnn2ZI8lw>

Cette stratégie est fine car cela va forcer les autorités à se prononcer... L'Agence Nationale, de Sécurité du Médicament peut s'autosaisir (afin de donner la RTU). Et le ministre de la santé peut également la saisir.

Donc, RTU ou pas ?

On rappelle que l'Agence a refusé une telle RTU au professeur Raoult (pour l'hydroxychloroquine)...

▲ RETOUR ▲

Un monde de plus en plus vert

(par Nicolas Casaux) Publié le 20 janvier 2021



Vous serez tous très heureux d'apprendre que le secteur minier est de plus en plus vert. En effet, de plus en plus d'entreprises minières recourent à des centrales de production d'énergie dite « renouvelable » ou « verte » ou « propre » pour alimenter — une partie — de leurs exploitations. Car si les immenses camions et engins miniers ne fonctionnent pas encore tous à l'électricité, « le plus grand véhicule électrique du monde est un camion à benne [un camion minier] de 290 tonnes ». [Konbini nous rapporte que](#) :

« Ce camion, nommé Fuel Cell Electric Vehicle (FCEV), possède une capacité de stockage de 1 000 kWh, soit treize fois la capacité d'une Tesla Model 3. Équipé originellement d'un moteur diesel, il est en cours de conversion par Ballard avec l'aide de Williams Advanced Engineering, qui a notamment fourni les batteries pour les courses de Formule E

Il disposera d'une motorisation hybride grâce à neuf piles à combustible à hydrogène couplée à une batterie lithium-ion. Il sera donc aussi le plus gros véhicule à hydrogène au monde. Une autre particularité de ce monstre est qu'un dispositif de régénération des batteries au freinage a été mis en place, permettant au camion de conserver de la batterie durant les descentes et de s'économiser sur des terrains difficiles. »

En effet, fort heureusement, charitablement, généreusement, [« l'industrie minière plébiscite les camions électriques géants »](#). Ainsi qu'[un article publié sur le site Renewables Now](#) (littéralement : Les renouvelables maintenant, un site dédié à l'industrie des énergies dites renouvelables) nous l'apprend :

« Un des principaux avantages des énergies renouvelables, c'est qu'elles peuvent répondre aux besoins énergétiques d'exploitations minières situées dans des régions isolées, où le coût de construction des infrastructures nécessaires pour raccorder la mine au réseau électrique ou pour construire une centrale électrique classique serait très important. En disposant d'une source d'énergie renouvelable hors réseau, une exploitation minière peut satisfaire tous ses besoins énergétiques à partir de sources vertes et réaliser des économies importantes sur le prix de l'électricité. »

Autrement dit, les énergies renouvelables, c'est super. Même dans les régions encore préservées des ravages de la civilisation, on peut installer une centrale photovoltaïque ou éolovoltaïque, et hop, on peut ouvrir une mine. N'est-ce pas formidable ?!

« Voyez par exemple le projet de la société aurifère canadienne B2Gold de développer et d'installer l'un des plus grands systèmes d'énergie photovoltaïque et à batterie hors réseau du monde à sa mine de Fekola au Mali. Ce projet de 38 millions de dollars US consistera en une centrale solaire de 30 MW avec un stockage par batterie de 13,5 MWh, qui sera intégrée à la centrale électrique existante qui fonctionne au HFO [au fioul lourd, HFO = Heavy-Fueled Oil]. »

Remarquez, au passage, le cercle éminemment vertueux que tout ceci induit, véritable symbiose entre industrie des énergies renouvelables et industrie minière :

« Il est donc très clair que les industries de l'exploitation minière et de la production d'énergies renouvelables auront, et doivent avoir, une relation symbiotique forte à l'avenir. L'industrie des énergies renouvelables, qui doit nous permettre d'avancer en direction de la neutralité carbone, repose sur l'extraction de métaux et minerais. En retour, l'industrie minière s'appuiera de plus en plus sur les énergies renouvelables afin de faire en sorte que son image d'industrie sale s'estompe au profit de l'image d'une industrie propre, en vue de conserver et renforcer l'appétit des investisseurs. »

À ce propos, [un article a récemment été publié dans la prestigieuse revue scientifique Nature](#), intitulé « La production d'énergie renouvelable va exacerber les menaces que les exploitations minières font peser sur la biodiversité ». S'il dénonce à juste titre les dommages environnementaux qu'implique le développement des industries de production d'énergie dite « propre », « verte » ou « renouvelable », il commence par une belle absurdité, qui illustre très bien le problème de perception dans lequel sont englués la plupart des gens ayant été fructueusement conditionnés par l'idéologie dominante :

« La production d'énergie renouvelable est nécessaire pour endiguer le changement climatique et enrayer les pertes de biodiversité qui y sont associées. »

Nécessaire ! Comme si, afin de mettre un terme au réchauffement climatique, il était impératif de construire des centrales photovoltaïques et de produire de l'électricité. Comme si la planète avait impérativement besoin que les humains produisent de l'électricité afin de diminuer son taux de carbone atmosphérique ! Comme si la production d'électricité photo- ou éolovoltaïque était une condition sine qua non de la préservation des baleines ! Quelle connerie. La production d'électricité sert aux humains, à la civilisation industrielle. Si ces scientifiques considèrent ce moindre mal (moindre par rapport à faire encore plus con, à tout détruire encore plus vite) du

développement de nouvelles industries faussement vertes comme le minimum vital, c'est qu'ils partent du principe, de l'axiome indiscuté, à l'instar de la plupart des civilisés, selon lequel la production d'électricité, la perpétuation de l'essentiel du mode de vie techno-industriel moderne, est une nécessité fondamentale, et qu'ils occultent alors tout questionnement sur si une telle chose peut-être, ou non, compatible avec la prospérité de la vie sur Terre et l'existence de sociétés égalitaires, démocratiques, offrant aux humains des vies désirables. C'est qu'ils sont incapables d'envisager la seule solution qui puisse être réellement bonne, positive : arrêter la civilisation industrielle, c'est-à-dire arrêter de produire de l'électricité et de l'énergie industrielles, et tout ce que cela implique.

(Dans un autre épisode, je vous parlerai peut-être du [verdissement de l'armée](#) et de l'industrie de la guerre plus généralement. Les réussites de l'écologisme sont innombrables.)

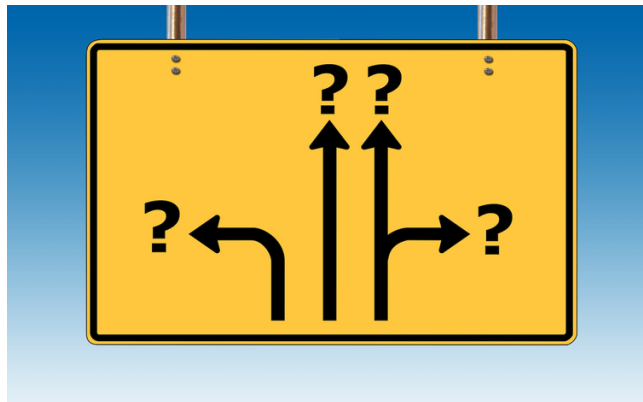
▲ RETOUR ▲

Croissance verte vs décroissance : sommes-nous en train de passer à côté de l'essentiel ?

Il est temps d'arrêter de parler et de s'unir contre les véritables ennemis de la justice environnementale.

Beth Stratford 4 décembre 2020

Jean-Pierre : ce texte n'est rien d'autre que de l'idéalisme écologique. Les propositions présentées ici ne sont absolument pas écologiques, mais donnent l'impression de l'être.



La querelle sur les limites écologiques de la croissance revient en force. D'un côté, il y a ceux qui sont profondément sceptiques sur l'idée d'une "croissance infinie sur une planète finie". Ils affirment que pour être sûr d'offrir une vie agréable à tous à l'intérieur des frontières planétaires, nous devons nous défaire de notre dépendance à la croissance de la consommation (du moins dans les pays riches). Parmi ces "sceptiques de la croissance verte", on trouve ceux qui prônent la "décroissance", la "prospérité sans croissance", l'"économie de l'état stable", l'"économie du beignet" et l'"économie du bien-être".

Dans le coin opposé, on trouve les partisans de la "croissance verte", qui estiment que la relation historique entre le PIB et l'impact environnemental peut non seulement être affaiblie, mais aussi effectivement rompue. Pour les partisans de la croissance verte, la clé du maintien d'une planète habitable est le découplage, c'est-à-dire la réduction de l'impact environnemental associé à chaque livre ou dollar de PIB. En déployant de nouvelles technologies et en changeant la nature de notre consommation, ils affirment que nous pouvons faire notre part pour l'environnement tout en continuant à augmenter le PIB, même dans les pays riches.

Les sceptiques de la croissance verte ne contestent pas la nécessité du découplage, mais font observer que plus nous croissons vite, plus nous devons découpler. Même un objectif modeste comme 2 % de croissance par an

implique de doubler l'échelle de la consommation tous les 35 ans. Malheureusement, nous n'avons jamais approché les taux de découplage qui seraient nécessaires pour que les pays riches retrouvent leur juste part d'espace écologique tout en maintenant ce type de croissance exponentielle.

Les partisans de la croissance verte ont tendance à répondre que le bilan historique ne doit pas être pris comme un guide de ce qui est possible à l'avenir. Selon eux, le pessimisme quant aux futures percées technologiques se réalisera de lui-même.

Pour certains, il s'agit d'un débat passionnant et divertissant. Mais il ne sera pas réglé dans un délai utile au maintien d'une planète habitable. En attendant, ces adversaires risquent d'atteindre un objectif majeur. Car plus nous passons de temps dans des échanges intellos (et parfois venimeux) sur le découplage, moins nous avons de temps pour construire le mouvement de fond dont nous avons besoin pour prendre en charge les intérêts acquis qui bénéficient du statu quo.

Il y a plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent

La question que nous devrions poser est la suivante : ceux qui se soucient de la justice économique et environnementale de part et d'autre de ce fossé - les optimistes de la croissance et les sceptiques de la croissance - peuvent-ils s'entendre sur un ensemble d'exigences de base qui peuvent nous empêcher de nous précipiter vers un effondrement écologique ? Je pense que nous sommes plus proches d'un consensus que ce qui pourrait sembler immédiatement être le cas, pour six raisons.

1) Il n'est pas nécessaire d'être un défenseur de la décroissance pour soutenir des politiques qui réduiraient notre dépendance à l'égard de la croissance

Nous sommes actuellement dépendants de la croissance pour maintenir la stabilité économique et politique. Si le PIB stagne ou se contracte, notre économie a tendance à basculer dans des crises de chômage, d'endettement, d'inégalité et de difficultés. Il n'est donc pas étonnant que les décideurs politiques restent préoccupés par cette mesure économique étroite, malgré le consensus général sur le fait que le PIB est une mauvaise mesure du progrès.

Heureusement, notre dépendance à l'égard de la croissance n'est pas une réalité inévitable. Comme je l'explique plus loin, quatre facteurs interdépendants sous-tendent notre dépendance à l'égard de la croissance : la puissance d'extraction des rentiers, la déresponsabilisation des travailleurs, l'endettement du secteur privé et notre incapacité à préserver les besoins fondamentaux. S'attaquer à ces problèmes est un projet émancipateur qui peut être justifié sans aucune référence au concept bancal de dépendance de la croissance.

En outre, mettre fin à notre dépendance à l'égard de la croissance n'exclut pas la possibilité de croissance. Elle rend simplement notre société plus résistante face à la contraction économique et aux chocs économiques. Qui peut s'opposer à cela ?

2) Il n'est pas nécessaire d'être un producteur vert pour reconnaître les problèmes que pose la tentative d'imposer une limite directe au PIB

L'une des raisons pour lesquelles les gens rechignent à l'idée de "décroissance" est qu'ils imaginent qu'elle implique une sorte de plafond descendant sur le revenu national. Pour autant que je sache, aucun penseur sérieux dans la communauté post-croissance ne propose d'essayer de contrôler la valeur marchande de la production et de la consommation à un niveau global. Un tel projet serait non seulement peu pratique mais aussi illogique. Pourquoi tenter de contrôler une mesure qui est à plusieurs étapes des impacts biophysiques qui comptent, alors que nous pouvons concevoir des politiques pour contrôler directement l'utilisation des ressources, la destruction des habitats et la pollution ?

3) Il n'est pas nécessaire d'être un défenseur de la décroissance pour reconnaître la nécessité de protéger l'environnement de manière rigoureuse

De toute évidence, il est urgent et essentiel de développer les bonnes choses dont nous avons besoin (transports publics, isolation des maisons, énergies renouvelables, etc. Mais nous devons également réduire les mauvaises choses et veiller à ce que les avantages environnementaux que nous espérons obtenir grâce à l'amélioration de l'efficacité des ressources ne soient pas compromis par l'effet de rebond. Cela nécessite un régime solide de plafonnement des ressources, de taxes et de réglementations qui se resserrent progressivement jusqu'à ce que des pays comme le Royaume-Uni retrouvent leur juste part d'espace écologique.

Pour que la croissance soit véritablement verte, elle doit se faire dans ces limites. Si les partisans de la croissance verte s'opposent à de telles limites, cela voudrait dire que leur confiance dans la possibilité de parvenir à une croissance verte n'est pas sincère.

4) Il n'est pas nécessaire d'être un adepte de la croissance verte pour reconnaître la nécessité d'une transformation technologique sans précédent

Le plafonnement des ressources et la protection de l'environnement ne sont pas une panacée en soi. Elles doivent s'inscrire dans un ensemble de transformations institutionnelles et infrastructurelles qui permettent à chacun de vivre confortablement dans ces limites, et pas seulement aux riches.

Il existe déjà un large consensus sur le rôle essentiel de la technologie dans ce domaine, comme l'a souligné Gareth Dale dans sa brillante étude des points de convergence entre le programme de décroissance et le Green New Deal. La plupart des sceptiques à l'égard de la croissance se font les avocats de l'investissement à l'échelle industrielle dans les panneaux solaires, les éoliennes et les transports publics - précisément le type de technologies qui permettront de découpler le PIB de l'impact environnemental. Ce à quoi ils s'opposent, c'est à l'orgueil et à l'imprudence de mettre tous nos œufs dans le panier du découplage, alors que les taux de découplage nécessaires pour éviter l'effondrement écologique tout en continuant à croître sont, pour le dire poliment, extrêmement ambitieux.

5) Il n'est pas nécessaire d'être un défenseur de la décroissance pour reconnaître les risques qu'implique le fait de se fier uniquement au découplage

Un récent examen complet des preuves du découplage conclut qu'il sera pratiquement impossible de revenir à l'intérieur des frontières planétaires sans ralentir notre consommation. Prenons uniquement la crise climatique : pour que le Royaume-Uni respecte ses propres engagements au titre de l'accord de Paris, sans faire de compromis sur les taux de croissance actuels, il faudrait que nous déployions des technologies à émissions négatives actuellement non éprouvées à une échelle et à un rythme que de nombreux experts ne jugent pas faisables, que nous développions les énergies renouvelables à un rythme que de nombreux experts ne jugent pas physiquement possible, et que nous obtenions un retour sur investissement énergétique net de ces infrastructures renouvelables que de nombreux experts ne jugent pas plausible.

Le but d'attirer l'attention sur ces études n'est pas de se battre à nouveau sur la faisabilité théorique de la croissance verte. Il s'agit simplement d'établir que, en termes pratiques, il y a une très forte possibilité que les efforts de découplage ne soient pas suffisants pour rendre la croissance continue de la consommation dans le monde riche compatible avec la justice environnementale. Pour être sûrs de vivre dans les limites de notre juste part de la capacité de charge de la terre - de jouer notre rôle dans la lutte pour préserver une planète habitable - nous devons adapter notre économie pour qu'elle fonctionne bien dans des conditions de taux de croissance du PIB plus lents, potentiellement négatifs.

6) Il n'est pas nécessaire d'être partisan de la décroissance pour reconnaître que notre dépendance à l'égard de la croissance est un carcan pour les décideurs politiques

Le spectre de la diminution ou de la stagnation du PIB n'a pas seulement été invoqué pour bloquer les politiques environnementales. Il a également été invoqué pour bloquer les normes alimentaires, les droits du travail et, plus récemment, pour justifier la levée des restrictions COVID-19 sur les lieux de travail, en dépit des risques pour la santé publique. La crainte des conséquences de la contraction économique a été un obstacle majeur à l'endiguement d'une pandémie, tout comme elle s'est révélée être un obstacle majeur à une politique climatique efficace.

Notre dépendance à l'égard de la croissance est donc un dangereux carcan. Lorsque certaines formes d'activité économique mettent en danger notre santé et notre bien-être, ou les systèmes de vie dont nous dépendons, nos gouvernements doivent avoir la confiance nécessaire pour réduire ces activités - sans craindre de déclencher une crise économique. Cette confiance ne sera retrouvée que si nous échappons à notre dépendance vis-à-vis de la croissance.

Que signifie concrètement la fin de notre dépendance à l'égard de la croissance ?

Dans un rapport publié cette semaine par l'université de Leeds, Dan O'Neill et moi-même décrivons quatre stratégies essentielles pour réduire notre dépendance à la croissance et mettons en évidence certaines possibilités de faire progresser ces stratégies dans le cadre de notre plan de relance COVID-19.

Changer l'équilibre des pouvoirs sur les lieux de travail

Toutes choses étant égales par ailleurs, l'automatisation et d'autres innovations réduisent progressivement le besoin de main-d'œuvre. La sagesse économique conventionnelle dit que nous devons stimuler la croissance de la consommation pour absorber le surplus de main-d'œuvre. Mais il existe un autre moyen, plus respectueux de l'environnement, de maintenir l'emploi : répartir le travail restant. Au lieu d'utiliser les améliorations de la productivité pour faire baisser les prix et vendre plus de biens, les entreprises pourraient offrir aux travailleurs une semaine de travail plus courte à un taux horaire plus élevé.

Ce n'est pas une solution que les entreprises à but lucratif sont susceptibles d'apporter de leur propre chef. Elle nécessitera une coordination et un changement majeur dans l'équilibre des pouvoirs sur les lieux de travail, afin que ceux qui investissent leur travail ne soient plus systématiquement exclus de la prise de décision. La façon dont de nombreuses entreprises se sont comportées pendant cette crise - en canalisant l'argent du renflouement vers les actionnaires tout en licenciant les travailleurs - ne fait que souligner la nécessité d'une refonte aussi fondamentale de la gouvernance d'entreprise.

Réduire notre exposition aux crises de la dette privée

Nous sommes dépendants de la croissance pour maintenir la stabilité financière car notre économie est lourdement grevée par la dette privée. Les dettes sont des promesses de paiement, souvent basées sur des attentes concernant l'avenir - généralement la croissance des revenus ou des prix des actifs. Si ces attentes ne se concrétisent pas, les dettes peuvent devenir dangereusement destructrices. Contrairement aux investissements en actions qui diminuent ou augmentent avec la fortune de l'entreprise, les dettes sont fixées en termes nominaux, et si les intérêts ne peuvent pas être payés, ils augmentent de manière exponentielle. Ainsi, des niveaux élevés d'endettement privé peuvent transformer une modeste baisse des taux de croissance attendus en une crise à part entière.

Il convient de souligner que la dette publique n'est pas en cause ici. Nous devons résister à toute tentative d'utiliser nos dettes de coronavirus comme justification pour un nouveau cycle d'austérité. De telles réductions seraient à la fois inutiles et contre-productives. Premièrement, 42 % de notre dette publique (875 milliards de livres sterling) est due à notre propre banque centrale et peut être reconduite indéfiniment (comme l'a démontré le Japon). Deuxièmement, le coût des emprunts publics étant négatif en termes réels, c'est le moment idéal pour

le gouvernement d'emprunter pour investir. Les créanciers paient effectivement pour le privilège de détenir la dette publique. Troisièmement, si le gouvernement devait essayer de réduire les dépenses pour rembourser la dette publique, il ne ferait qu'aspirer davantage de demande dans le système et endetterait davantage de ménages et d'entreprises, exactement comme l'a fait le dernier cycle d'austérité.

L'accent devrait être mis dès à présent sur la réduction de notre exposition aux crises de la dette privée, en réglementant pour réduire les formes de prêts exploités et inflationnistes (par exemple, les prêts hypothécaires excessifs), en corrigeant la tendance de notre système fiscal à privilégier l'endettement par rapport à l'équité, en réprimant l'utilisation de la dette à des fins d'évasion fiscale, en facilitant les réductions de dettes pour les ménages ayant des problèmes d'endettement et en restructurant notre système bancaire pour améliorer la résilience financière.

Lutter contre l'extraction des loyers

La croissance est nécessaire pour protéger les privilèges des propriétaires, des financiers, des intérêts monopolistiques et des autres "rentiers". Les rentiers ne créent pas la richesse ; ils l'extraient en contrôlant des actifs monopolisés et rares. Tant que le taux de croissance économique reste supérieur au taux d'extraction des rentes, cette injustice peut être masquée dans une certaine mesure. Mais lorsque la croissance stagne - alors que les propriétaires, les financiers, les intérêts monopolistiques et les autres rentiers continuent d'accumuler des actifs - il en résulte une inégalité croissante. Toutes les dépendances à la croissance décrites ici peuvent, à un certain niveau, être comprises comme des manifestations d'un impératif de croissance des rentiers.

La diffusion du pouvoir rentier nécessitera des changements structurels dans toute l'économie, de la gouvernance de plateformes comme Facebook, Uber et Amazon, au régime de la propriété intellectuelle. À l'heure actuelle, les recettes fiscales provenant de l'emploi et de la consommation ayant considérablement diminué, nous avons l'occasion de faire pression pour une imposition plus équitable des plus-values, des dividendes et des profits des monopoles. L'augmentation des arriérés de loyer et le pouvoir croissant des syndicats de locataires pourraient également créer un élan en faveur d'un changement fondamental dans la propriété et la gouvernance des terres et des logements.

Sauvegarder les besoins fondamentaux

Les niveaux élevés de chômage, d'endettement et d'extraction des loyers sont d'autant plus dangereux dans une économie comme celle du Royaume-Uni, où les biens et services essentiels comme l'aide sociale, l'énergie et les transports sont rationnés en fonction du prix, c'est-à-dire de la capacité de payer. Dans ce contexte, la capacité des plus pauvres à satisfaire leurs besoins fondamentaux est menacée par une baisse des revenus ou une hausse des prix. C'est également la raison pour laquelle les taxes sur le carbone - qui sont essentielles pour respecter nos obligations en matière de climat - sont si difficiles à introduire dans le cadre du système actuel.

Cette réalité n'a rien de naturel ni d'inévitable. La terre, l'eau, les matières premières et les ressources énergétiques sont des dons de la nature - des ressources communes qui représentent encore plus de la moitié de notre richesse nationale. Dans un monde idéal, les rentes découlant du contrôle de ces biens communs seraient captées et investies dans des services collectifs et un solide filet de sécurité sociale, afin de garantir que personne ne manque de l'essentiel dans la vie. Au lieu de cela, nous avons permis à des intérêts privés de profiter du contrôle et de l'exploitation de nos ressources communes. Au cours des dernières décennies, une grande partie de nos infrastructures financées par des fonds publics ont également été privatisées, ce qui a entraîné une hausse des prix des services essentiels tels que l'énergie, les transports et l'eau.

Pour accroître la résilience de la société face à la contraction économique, nous devons corriger progressivement ces injustices. Les premières étapes devraient consister à renforcer notre filet de sécurité sociale et à mettre en place de meilleurs services publics qui répondent aux besoins fondamentaux de la population. À l'heure actuelle, alors que les prestataires de soins réclament des renforcements publics, il pourrait

être possible de dé-financer et de démocratiser l'aide sociale aux adultes. Les clients ayant des arriérés sur leurs factures de services publics et de nombreuses sociétés de transport ayant besoin d'un soutien public important dans le sillage de la COVID-19, le moment serait également bien choisi pour étendre le principe de gratuité des droits de base à nos systèmes de transport et d'énergie.

Il est temps de tourner le dos aux véritables ennemis de la justice environnementale

La plupart des partisans de la croissance verte admettront que le PIB est un mauvais indicateur de la santé, du bien-être et d'autres résultats sociaux. Néanmoins, beaucoup reculent devant l'idée d'une politique du "moins", arguant qu'elle "n'est guère en mesure de répondre aux besoins de la grande majorité des travailleurs ravagés par l'austérité néolibérale".

J'ai essayé de montrer que les politiques nécessaires pour mettre fin à notre dépendance vis-à-vis de la croissance répondent directement aux besoins de ceux qui souffrent de précarité, d'épuisement et d'exploitation dans le système actuel. Mettre fin à notre dépendance vis-à-vis de la croissance consiste à diffuser le pouvoir des rentiers, à étendre la démocratie économique et à établir des droits à une part fondamentale de notre richesse commune. Il s'agit de libérer du temps pour les loisirs, de prendre soin les uns des autres, des arts, de l'éducation et de la délibération démocratique. Il s'agit de protéger les gens contre l'extractivisme, tout comme les réglementations environnementales protègent les systèmes vivants de la Terre contre celui-ci.

Bien sûr, il y aura des gens des deux côtés du débat sur la croissance verte qui rejeteront la possibilité d'un consensus - ceux, comme le dit Gareth Dale, dont les positions deviennent surchargées de moralité et d'esthétique - "d'un côté, un fétichisme de la technologie et un dogme selon lequel "la croissance est bonne" ; de l'autre, un zèle pour la frugalité".

Mais la grande majorité devrait reconnaître la nécessité et la possibilité de travailler côte à côte. Certains d'entre nous concentreront leurs énergies sur les arguments en faveur du changement technologique et infrastructurel, d'autres sur la nécessité de limiter les ressources et de protéger l'environnement, et d'autres encore sur la lutte pour la justice économique qui mettrait fin à notre dépendance à l'égard de la croissance.

Étant donné l'ampleur du défi à relever, il est naïf de penser que l'une ou l'autre de ces tâches puisse être négligée. Alors, faisons une trêve et construisons un mouvement de masse pour nous attaquer aux véritables ennemis de la justice environnementale. Les enjeux sont trop importants pour faire autre chose.

▲ RETOUR ▲

SECTION ÉCONOMIE



A seulement un chèque de paie de la misère

Publié le 20 janvier 2021 à 10:00:36 / 0 commentaire / 333 vues

La plupart des occidentaux vivent de chèques de paie en chèques de paie. Avec la carte de crédit, le prêt hypothécaire, la dette d'études et le crédit auto à... Lire la suite



Le monde n'est absolument pas préparé à ce qui se profile

Publié le 20 janvier 2021 à 06:00:52 / 4 commentaires / 798 vues

Comme le niveau de manipulation n'a jamais été aussi important, personne ne peut prédire l'ampleur de l'effondrement qui se profile. Pire encore, 99,99% de la... Lire la suite



Tout le monde l'admet enfin ! l'économie américaine est en phase finale...Même les 1 900 milliards de \$ de Biden n'y feront rien !

Publié le 20 janvier 2021 à 15:22:24 / 0 commentaire / 38 vues

Si votre économie plonge à ce point, comment analysez-vous cette situation catastrophique ? Pour moi, il n'y a rien de très positif, mais si je me trompe,

dites-le moi.... Lire la suite



Miner de l'or dans l'espace ? Cela n'arrivera probablement jamais

Publié le 20 janvier 2021 à 15:00:26 / 1 commentaire / 42 vues

Que serait la science-fiction sans le minage spatial ? D'Ellen Ripley dans Alien à Dave Lister dans Red Dwarf en passant par Sam Bell dans Moon et Naomi Nagata dans The... Lire la suite



Le seul moyen de faire face à la prochaine crise de la dette sera d'imprimer de la monnaie et d'émettre davantage de dettes.

Publié le 20 janvier 2021 à 08:00:13 / 1 commentaire / 138 vues

Une économie mondiale illusoire, basée sur la dette, n'a ni fondations ni réserves. La bulle peut être élargie pendant une période limitée en émettant...



Covid-19 en Pologne: des commerçants bravent les restrictions et rouvrent leurs portes

Publié le 20 janvier 2021 à 00:04:24 / 12 commentaires / 408 vues

Covid-19 en Pologne: des commerçants bravent les restrictions et rouvrent leurs portes Covid-19 en Pologne 🇵🇱 : des commerçants bravent les restrictions et... Lire la suite



Gregory Mannairno: « A eux 2, Yellen & Biden, vont créer un tsunami d'endettement ! Vous deviendrez leurs nouveaux esclaves... »

Publié le 19 janvier 2021 à 23:59:58 / 0 commentaire / 162 vues

Gregory Mannairno: « Bon parlons en premier lieu du marché, alors les actions étaient plutôt haussières aujourd'hui, les crypto-monnaies aussi, tout comme

Gregory Mannairno TradersChoice.net



Les impôts à New York risquent de s'envoler pour les ultra riches ! Si c'était le cas, l'exode serait impressionnant...

Publié le 19 janvier 2021 à 22:28:38 / 5 commentaires / 394 vues

La ville de New York souffre déjà du plus grand exode parmi les grandes villes des Etats-Unis. Des données récentes de l'USPS montrent que 300 000 new-yorkais ont... Lire la suite



Décès de patients, statistiques troublantes et pressions: faut-il s'inquiéter du vaccin de Pfizer ?

Publié le 19 janvier 2021 à 21:52:33 / 7 commentaires / 865 vues

Le vaccin contre le Covid-19 développé par Pfizer-BioNTech cause de vives inquiétudes après que des décès de patients ayant reçu le produit ont été constatés.... Lire la suite



«Détruire le pays pour une maladie avec une mortalité aussi faible relève du pétage de plombs»

Publié le 19 janvier 2021 à 21:43:04 / 22 commentaires / 1 039 vues

Alors que la possibilité d'un troisième confinement n'est plus écartée par le Premier ministre, le philosophe Jean-Loup Bonnamy s'insurge contre une «dérive... Lire la suite



« Nous ne sommes pas des chiens ! » Des employés français rejettent avec colère les colliers de distanciation sociale...

Publié le 19 janvier 2021 à 20:03:52 / 0 commentaire / 1 145 vues

Les travailleurs d'une usine en France ont qualifié ces nouveaux colliers, de « colliers pour chiens » comme étant une atteinte à la liberté individuelle alors que... Lire la suite

À seulement un chèque de paie de la misère

Source: [or.fr](https://www.ors.fr) Le 20 Jan 2021



La plupart des occidentaux vivent de chèques de paie en chèques de paie. Avec la carte de crédit, le prêt hypothécaire, la dette d'études et le crédit auto à rembourser, ils ne pourraient honorer leurs échéances si leur

salaires cessait de tomber. En 1980, l'Américain moyen avait une dette deux fois plus élevée que son salaire mensuel. Aujourd'hui, elle est 5 fois supérieure. Plus de 50% des enfants américains vivent dans un foyer bénéficiant de l'aide du gouvernement fédéral.

Jusqu'à présent, le socialisme s'est occupé de presque tous ceux qui n'arrivaient pas à joindre les deux bouts. En Europe, le socialisme existe dans la plupart des pays depuis des décennies. Peu à peu, les États-Unis sont également devenus un pays socialiste. **Le socialisme est apparu comme le système politique parfait pour créer une richesse éternelle et acheter des votes. Le seul problème, c'est que le socialisme ne fonctionne que jusqu'à épuisement de l'argent des autres.**

Alors que la dette publique et les taux d'intérêt augmentent ensemble, de plus en plus d'argent doit être imprimé pour financer les défauts de paiement, les faillites de banques, l'explosion des produits dérivés, l'augmentation rapide des dépenses publiques, y compris les cotisations de sécurité sociale, l'implosion des fonds de retraite, la chute des recettes fiscales, etc.

La liste des trous à combler sera infinie.

▲ RETOUR ▲

Le monde n'est absolument pas préparé à ce qui se profile

Source: [or.fr](https://www.ort.fr/) Le 20 Jan 2021



Comme le niveau de manipulation n'a jamais été aussi important, personne ne peut prédire l'ampleur de l'effondrement qui se profile. Pire encore, 99,99% de la population mondiale n'est absolument pas préparée. Et même la minuscule minorité qui prédit un événement cataclysmique n'échappera pas à la souffrance.

Personne ne sait où et comment cela va se déclencher. Cela peut commencer par un lent déclin de l'économie et des marchés, ou une chute soudaine et brutale qui prendra tout le monde par surprise. Il est certain que les conséquences seront dévastatrices pour la majorité d'entre nous. Beaucoup perdront leur emploi, leurs prestations de sécurité sociale, leurs retraites, leurs soins médicaux et tous les filets auxquels ils sont habitués.

De plus, très peu de personnes se rendent compte que le niveau de vie élevé dans les pays occidentaux au cours des dernières décennies n'a rien à voir avec la croissance économique réelle ou la productivité. Non, tout est basé sur la dette et l'argent imprimé à hauteur d'au moins 500 000 milliards \$, en incluant les passifs non capitalisés tels que les soins médicaux et les retraites.

▲ RETOUR ▲

Gregory Mannairno: « A eux 2, Yellen & Biden, vont créer un tsunami d'endettement ! Vous deviendrez leurs nouveaux esclaves... »

BusinessBourse.com Le 19 Jan 2021



Gregory Mannarino TradersChoice.net

Gregory Mannairno: « Bon parlons en premier lieu du marché, alors les actions étaient plutôt haussières aujourd'hui, les crypto-monnaies aussi, tout comme l'or et l'argent également, le pétrole brut également, il n'y a que le rendements à dix ans qui est resté stables, 1,08%... Le dollar ? En baisse...

Et maintenant, je veux que vous compreniez ce que Janet Yellen a dit aujourd'hui: « Nous ne voulons pas un dollar plus faible »... La question que l'on doit se poser, c'est qu'est-ce qu'elle veut dire avec « nous » ? Pourquoi dit-elle cela ou encore pourquoi même évoque-t-elle ce sujet ? C'est sûrement pour nous distraire mais c'est aussi très trompeur ! Mais quand elle dit cela, il faut bien comprendre qu'ils veulent tuer le dollar... pour pouvoir introduire un jour le nouveau dollar... et donc c'est la raison pour laquelle le bilan de la Fed est en train de gonfler et qu'elles distribuent à toutes les autres banques centrales des dollars alors qu'elles ont leur propre monnaie, mais non, ce n'est pas grave, la Fed continue de dispatcher des dollars partout.

Entre Joe Biden et Janet Yellen, je peux vous dire, qu'à eux deux, ils vont déclencher une dette stratosphérique, et pas qu'en Amérique mais dans le monde entier. Et ça c'est vraiment très clair. Bon, et puis, elle a aussi dit que de part la situation économique désastreuse liée au ralentissement économique ainsi qu'au confinement, il est absolument nécessaire de mettre en place un nouveau plan de relance. C'est comme si elle venait de comprendre que les Etats-Unis sont en faillite, elle oublie juste qu'elle y est pour quelque chose... Je pense que la paire, Biden et Yellen, vont faire bouger les choses de manière épique, en créant une dette encore plus massive et en dévaluant le dollar. Mais toute cette stratégie n'engendre rien de positif pour le dollar, il n'y a que les marchés qui sont plus que positifs... Alors avec ce transfert de richesse, et donc en gonflant comme jamais le marché boursier, ils font finir par atteindre le but final à savoir de tout posséder et de devenir les prêteurs et les emprunteurs du monde entier... Et vous en ferez partie, ils finiront par vous posséder... Le monde change très vite... On le savait mais quand même... Ce qui est fou, et ils ont réussi, il fallait d'abord tuer l'économie, fermer les entreprises etc...Honnêtement, je trouve cela complètement dingue ce qui se passe sous nos yeux. Ils y sont parvenus grâce aussi à cette foutue arnaque de pandémie ! Je vous l'ai déjà dit, mais il n'existe aucune organisation aussi puissante qui puisse rivaliser avec la Fed.

Il ne faut pas oublier qu'Obama comme Trump ont tout fait pour que cela se produise. A eux deux, ils ont emprunté autant que le reste de tous les autres présidents américains réunis depuis George Washington. La société toute entière va dépendre du gouvernement entièrement, en acceptant de devenir les nouveaux esclaves quoi qu'il arrive, c'est ça qui est le pire... J'ai l'impression que beaucoup de gens veulent ça finalement...

▲ RETOUR ▲

.La mer des faillites reflue avant le tsunami !!

Encore une bonne nouvelle qui en réalité en cache une mauvaise !

Vous connaissez tous désormais le principe de la mer qui recule et reflue avant l'arrivée du tsunami dévastateur qui emportera tout sur son passage !

Et bien avec les faillites d'entreprises c'est un peu la même chose.

« Les défaillances d'entreprises en recul de 38,1 % en 2020. Cela s'explique par les mesures de soutien mises en place par le gouvernement et par la disparition temporaire des assignations de créancier, selon une étude du cabinet Altarès ».

Cette baisse de 20 000 faillites est considérable.

De leur côté « les redressements judiciaires ont reculé de près de moitié (-49,4 %), tandis que les liquidations judiciaires directes ont seulement diminué d'un tiers (-33,7 %). La part des liquidations passe ainsi de 67,6 % à 72,5 % de l'ensemble des procédures engagées, selon les chiffres compilés par Altarès dont l'étude exhaustive prend en compte l'ensemble des procédures engagées. « En 2020, les assignations de créanciers, qui sont traditionnellement à l'origine de 30 % des liquidations, ont disparu », explique le cabinet. « Gelées jusqu'à l'été du fait des aménagements réglementaires, les assignations n'ont pas repris en fin d'année », car les créanciers publics et privés ont « été incités à faire appel à des règlements à l'amiable », détaille-t-il ».

C'est aussi le même recul pour les procédures de sauvegarde.

Bref, l'année 2020 se termine très bien parce que l'Etat a permis à toutes les entreprises de « léviter » ou presque !

Nous sommes donc dans un moment hors du temps économique où les PGE, ces prêts garantis par l'État, ont permis à presque tous de tenir.

Le risque sera terrible au moment du dégel et lorsque l'État devra retirer la perfusion financière, soit parce que la crise dure trop longtemps, soit parce que la crise est finie.

Dans tous les cas, le tsunami sur les entreprises arrive.

Charles SANNAT Source [Le Figaro.fr ici](#) ▲ **RETOUR** ▲

« Un problème ? Un numéro vert ! Simple comme un coup de fil !! »

par [Charles Sannat](#) | 20 Janvier 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Cela fait longtemps que je pense que nous sommes, globalement, à tous les niveaux dirigés par des guignols, peu drôles qui plus est.

Nous avons les petits guignols locaux qui aiment à s'arranger et à se ménager leurs petits intérêts et autres plaçous. Nous avons au plus haut niveau des grands guignols. La taille de la marionnette change. Le spectacle, lui, reste pathétique.

Il faut dire que les brillants, les gens pleins de talents choisissent rarement la voie politique, le brassage de vent et le rien permanent.

Affligeant spectacle donc, que nous offre la classe politique depuis quelques années, et cette déliquescence s'accélère avec la crise sanitaire actuelle.

C'est un naufrage.

J'hésitais à vous parler des masques, vous savez ces masques qu'il ne fallait d'abord surtout pas porter, puis ensuite que nous ne saurions pas mettre, vu que même la drôlesse de porte-parolesse du gouvernement de l'époque nous expliquait doctement que « même elle ne savait pas se l'enfiler... » le masque bien sûr. Puis il a fallu les porter, puis celui qui ne l'avait pas avait une amende, puis il ne fallait pas en faire commerce, mais on n'avait le droit de s'en couvrir un ou deux... Puis finalement, aujourd'hui on apprend que les masques faits maison c'est bien, mais que cela ne sert à rien... enfin à rien, pas tout à fait, disons à pas grand-chose. Or le virus mute, il devient dangereux.

En Allemagne, désormais, ce sont les FFP2 qui sont obligatoires dans les transports en commun... En France, toujours en retard d'une guerre, nous en sommes à interdire les masques faits main et maison...

Je vous invite à regarder cette vidéo, non complotiste et autorisée disant que...

Bon, vous avez compris ? Si les Allemands rendent obligatoires les FFP2 dans les transports en commun, c'est sans doute parce que ce n'est jamais une source de contamination les trains et autres métros bondés... hein... Bien sûr que non ! On ne se contamine ni dans les transports en commun, ni dans les cantines scolaires voyons, et la marmotte met le chocolat dans le papier d'aluminium...

D'ailleurs n'attendez pas votre dotation en FFP2 de l'Etat, l'Etat ne fera rien, ce sera comme à chaque fois beaucoup trop peu et beaucoup trop tard. Alors faites comme tous ceux qui se prennent en main et achetez-les directement en Chine.

Un problème ? Un numéro vert !

Sinon, en France quand nous avons un problème nous mettons en place un numéro vert !

Les femmes sont battues ? Un numéro vert pour dénoncer les violences conjugales !

Les enfants sont maltraités. Un numéro vert pour prévenir.

Les collégiens sont victimes de harcèlement ? Un numéro vert pour vite le dire.

Votre entreprise est aux abois ? Un numéro vert pour que l'on vous dise comment vous passer de l'aide que vous n'aurez pas !

Vous avez une question pour le prélèvement à la source ? Un numéro vert pour vous expliquer comment vous ne pourrez rien n'y changer !

Vous cherchez un proche dans le cadre d'un attentat porté disparu ? Un numéro vert pour vous dire que personne n'a encore la liste des morts.

Vous avez un avion qui s'écrase ? Un numéro vert pour informer les familles de ceux qui sont morts.

Et bien évidemment, lorsque vous avez un problème avec les étudiants qui dépriment un peu parce que les bars sont fermés, alors vite, un numéro vert pour faire de la calinothérapie de jeunes !

Justement, qu'arrivent-il à nos jeunes étudiants ?

Simple, c'est encore et toujours cette histoire de bars fermés !

Certes les jeunes actuels comme ceux passés que nous avons été, aimaient beaucoup aller boire quelques coups à nos amours, vider quelques chopines avec quelques copines, mais surtout, beaucoup d'étudiants servaient dans les bars !

Alors ce n'est pas tant la fermeture des bars qui dépriment nos jeunes, que l'impossibilité pour beaucoup d'entre eux d'exercer ces petits jobs compatibles avec la vie étudiante ! Serveur dans les bars et les restaurants, équipiers chez Mac Do, tous ces postes se sont envolés.

Pour beaucoup de nos jeunes, c'est l'incertitude financière la plus grande.

Vous l'aurez compris.

Le sujet n'est pas de leur donner un numéro vert à appeler pour avoir un chèque psychologue !

Il faut accompagner nos étudiants en grande fragilité financière par un système de bourse spécial covid.

Pour baisser l'anxiété des jeunes et des moins jeunes, il faut apporter une réponse aux sources d'angoisses. Il y en a globalement deux.

1/ Comment vais-je boucler mes fins de mois étudiantes si je ne peux pas travailler ?

2/ Comment vais-je pouvoir recevoir mon diplôme ? Comment vais-je pouvoir valider un stage ? Un apprentissage ? Etc...

Un numéro vert ne sert à rien.

Dans cette vidéo Valérie Péresse pose justement les bons constats.

Payer 40 000 consultations de psy c'est très bien, mais cela ne remplit pas les gamelles.

Psy... « alors mon petit ça va pas » ?

Jeune...; « ben non, moi pas logement, moi pas bouffer, moi pas travail, moi pas avenir »...

Psy « ha oui, forcément ça va pas ».

Jeune.... ben non va ca pas !

Donc je pense que l'on peut sauter cette étape pour aborder l'essentiel.

La région Ile de France va donc ouvrir 4 hôtels pour 400 places... C'est une bonne idée ! C'est bien de loger les étudiants SDF, mais 400 places; ce n'est rien ! Rien par rapport au nombre d'étudiants en Ile de France. L'idée est très bonne mais largement insuffisante !

Il faut évidemment un plan massif, et ce plan massif ne peut venir que de l'Etat. Si l'on ne veut pas donner d'argent aux étudiants, il faut leur assurer un toit et deux repas par jour. Les hôtels de France sont globalement tous vides... plutôt que de subventionner des hôtels pour rester vides, logeons-y effectivement gratuitement nos étudiants, donnons-leur à manger et redonnons-leur confiance. Ce n'est pas 4 hôtels qu'il faut réquisitionner, mais sans doute 400 ou 500 !!

Comme toujours, c'est trop peu et trop tard. Et quand ils ne savent plus quoi faire ? Ils font un numéro vert !

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.Grand Reset, sommet virtuel de Davos le 25 janvier !!



Le 25 janvier prochain se tiendra un sommet virtuel de Davos qui va réunir virtuellement les grands de ce monde qui vont pouvoir évoquer ensemble et entre mondialistes bon teint la manière de mettre en place le « grand reset » qui n'est pas grand, surtout pour la démocratie dont il est le chant du cygne !

D'ailleurs ce n'est pas un hasard, la Chine sera particulièrement attendue et... bien représentée !

« Les organisateurs du Forum économique mondial attendent des dirigeants comme le président chinois Xi Jinping, le premier ministre indien Narendra Modi, la chancelière allemande Angela Merkel et le président sud-africain Cyril Ramaphosa pour une réunion virtuelle la semaine prochaine – après que la pandémie COVID-19 ait déjoué les plans pour l'événement annuel en personne à Davos, en Suisse ».

Seront également rejoints par l'événement, et que ces dirigeants se pencheront sur « le rôle que l'Asie jouera dans la reprise ».

Mais il y aura d'autres personnalités comme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le Président français Emmanuel Macron et le Président colombien Ivan Duque sans oublier le Premier ministre japonais Yoshihide Suga et le président sud-coréen Moon Jae-in.

L'Asie sera donc particulièrement bien représentée !

« Le fondateur du forum, Klaus Schwab, a déclaré que l'objectif de la réunion virtuelle « Agenda de Davos » qui débutera le 25 janvier est de restaurer la confiance et d'engager toutes les parties prenantes dans les entreprises, les gouvernements, la société civile et au-delà pour aider à construire une « ère post-corona plus pacifique et plus prospère ».

On va donc pouvoir dans un entre soi merveilleux enfin parler ~~de mondialisation, de gouvernance mondiale,~~ mais aussi de pandémie, de carnet vaccinal et autre contrôle de la population, bref, on va pouvoir entre gens autorisés penser l'avenir du monde, et ~~vous imposer une vision au nom de la protection de l'environnement.~~

Ceux qui veulent aller plus loin sur la compréhension du grand Reset peuvent [s'abonner à la lettre stratégies ici](#) car il y a plusieurs dossiers que je consacre à cette thématique passionnante.

Pour ceux qui n'auraient pas vu, il y a également quelques vidéos à ce sujet classées de la plus ancienne à la nouvelle. Tout est en dessous.

Charles SANNAT Source [Associated Press ici](#)

Pénurie de PQ, le retour... des achats de précaution et du stockage

C'est reparti ! Si en Chine c'est la panique et la folie acheteuse, en France, nous n'en sommes qu'au stade des achats de précaution.

« Le couvre-feu avancé à 18 heures a poussé les Français à s'organiser. Sur BFM Business, Dominique Schelcher, le PDG de Système U, révèle qu'un pic est désormais observé en milieu d'après-midi vers 15 et 16 heures », révèle Dominique Schelcher.

« Le samedi est très fort, notamment à la campagne. Dans mon magasin en Alsace, il y a beaucoup de monde les samedis et mercredis, jour où les gens gardent leurs enfants à la maison. On observe aussi un impact très fort sur le drive. En ville, c'est un peu différent. Dans la région parisienne, le samedi est un peu plus dur, le boom se reporte sur le dimanche », observe le patron de Système U. Les nouvelles consignes sanitaires ont eu des conséquences sur la fréquentation des magasins. Les clients viennent moins souvent mais achètent plus ».

“Le panier moyen a augmenté et depuis quelques jours, on observe quelques achats de précaution sur des produits que l'on peut stocker comme les surgelés, les conserves, le papier toilette ou encore l'essui-tout» .

Le couvre-feu nécessite du stockage et empêche le flux-tendu !!

Nombreuses sont les bonnes âmes (souvent citadines) à se moquer et à moquer ceux qui « stockent » ! Il faut savoir que dans bien des zones rurales et dans bien des campagnes, on ne reprend pas la voiture pour faire 25 kilomètres parce qu'il manque une boîte de sauce tomate pour les pâtes ! Du coup l'esprit du stockage y est très présent. En ville c'est l'inverse. Les surfaces sont petites, les capacités de stockage limitées, et les magasins toujours ouverts, même parfois jusqu'à tard dans la nuit.

Le couvre-feu vient dérégler la possibilité de faire ses courses tous les jours, même tard et en flux tendus.

Le couvre-feu empêche le flux tendu et implique pour tous, une forme de stockage !

Le stockage sera une grande tendance de l'année 2021 !

Charles SANNAT Source [BFMTV.com ici](#)

.Italie l'effondrement démographique !



Pour le moment en France c'est moins pire, moins pire parce que si notre nombre de naissance est au plus bas depuis plusieurs décennies, nous enregistrons toujours plus de naissances que de décès.

En Italie, c'est l'inverse.

Cette année il y aura plus de 650 000 décès pour moins de 400 000 naissances.

C'est un effondrement démographique.

Lorsque le nombre de tête de pipe baisse et que la dette augmente et bien il y a encore plus de dette par tête de pipe qu'avant !

Or, moins il y a de monde plus la croissance est faible ce qui est assez intuitif et logique à comprendre.

Un effondrement démographique est donc par définition profondément récessif, sauf à être un grand pays exportateur comme le Japon par exemple, ou encore l'Allemagne, sans oublier le nord de l'Italie.

Il n'en reste pas moins que l'Italie va s'enfoncer dans une crise économique aggravée par... une crise démographique !

Pourtant cette crise démographique est en réalité une bonne chose notamment pour l'environnement et cela se fait de manière naturelle, sans contrôle des naissances, ni politique forcée... Comme quoi, la dépopulation se fait naturellement avec l'évolution économique...

Charles SANNAT Source [Le Monde.fr](https://www.lemonde.fr) [ici](#)

▲ RETOUR ▲



.Éditorial: si jamais Yellen et Biden tenaient parole, ils précipiteraient la grande chute, la vraie

Bruno Bertez 20 janvier 2021



Yellen a déclaré que tout ce qui avait été fait jusqu'ici avait privilégié Wall Street et que la politique de Biden allait au contraire privilégier Main Street.

En clair on va cesser de privilégier le Capital et donner la priorité aux Salariés.

Janet a-t-elle la moindre idée de ce qu'elle dit? <Non>

Si depuis 2008 on cajole le capital et délaisse Main Street, ce n'est pas par vice ou par méchanceté, c'est par ce que l'on considère que l'on ne peut pas faire autrement! Si Powell en 2018 a dû à nouveau remplir le bol de punch et reprendre la distribution de cadeaux financiers et monétaires ce n'est pas parce qu'il est idiot, non c'est parce qu'**il a compris qu'il ne pouvait pas faire autrement.** Le capital ne conserve sa valeur, étant pricé pour la perfection, que si cette perfection est maintenue; pas de risque, pas de volatilité, de l'argent gratuit et un soutien des cours boursiers par les QE.

Geithner l'explique très bien dans son ouvrage post crise; on n'a pas pu faire autrement car il fallait soutenir les marchés, soutenir la valeur des collatéraux, mettre des béquilles aux bilans, sinon c'était l'effondrement du château de cartes. On n'a même pas pu punir les banquiers de peur que leur mauvaise humeur fasse rechuter les Bourses!

La crise de 2008 était une crise d'excès de dettes du système, Bernanke l'a reconnu et face à cet excès de dettes le choix politique qui a été fait a été de ne pas accepter la destruction de la dette et de tenter la fuite en avant. Au lieu d'accepter le nettoyage, on a tout fait pour s'y opposer; afin de reculer la dépréciation du capital.

Si on avait, comme le proposaient les économistes Autrichiens, accepté la purge, le système serait reparti sur des bases saines, nettoyées. On a choisi de suivre l'exemple Japonais. A partir du moment où on fait ce choix, on est obligé comme l'on fait tous les patrons de la Fed et du gouvernement de mener des politiques pro-capital aussi bien monétairement que fiscalement ou réglementairement.

Le capital est devenu sacré.

Quels sont les risques si on touche à un seul cheveu du Capital Sacré?

On risque la décapitalisation, tout simplement. On risque de voir les actifs des bilans se déprécier, revenir à des valeurs normales tandis que les passifs resteront inchangés. Et ce sera la déflation par la dette, cette déflation/récession si bien analysée par **Irving Fischer.**

Le retrait des béquilles du capital fera entrer dans le processus que l'on a cherché à éviter depuis 2008 mais avec une caractéristique terrible: on chutera de plus haut et le mal touchera tout, absolument tout le monde, y compris

la Chine car les dopages du capital américain ont pollué le monde entier, tout en a été affecté, tout est sous euphorisant.

J'ai toujours dit que les politiques de fuite en avant étaient des politiques à sens unique, on peut les suivre à la hausse, mais jamais à la baisse. Ce sont des politiques à sens unique car l'effet de stock sur la valeur du capital empêche de revenir en arrière. Pourquoi? Parce que sans cesse de nouvelles dettes sont adossées à ce capital.

Le monde, en particulier le monde économique, n'est pas fait de caprices ou de choix farfelus, les choix sont dictés par la Nécessité.

En 2008 la Nécessité de l'excès de dettes a obligé à booster le capital sauf à courir le risque de la « *debt deflation* » de Fischer. Et en 2021, c'est encore pire surtout depuis le mois de mars, car les masses en jeu par rapport aux *cashs flows* réels en provenance de la production sont encore plus lourdes en proportion. Le poids de la finance sur le réel est encore beaucoup plus lourd. Les taux de capitalisation des *cash flows* réels d'exploitation sont à des sommets jamais vus.

C'est de la pensée magique que de considérer que l'on puisse changer de politique 12 ans plus tard lorsqu'on a inflaté la valeur monétaire de ce capital et que l'on a propulsé les bourses à des niveaux stratosphériques; c'est n'avoir rien compris à ce qui s'est passé depuis 12 ans; c'est n'avoir rien compris au fonctionnement du système capitaliste.

En 2021, plus que jamais dans l'histoire, tout le monde, le monde entier est du même côté du bateau; on ne peut se permettre la moindre fausse manoeuvre, il faut suivre le script imposé en 2008. Il faut suivre la carte et aller là où le système à vocation à aller.

Maintenant c'est marche ou crève. Il n'est plus possible de retirer les béquilles monétaires et fiscales du capital, il n'est plus possible de courir le risque de mettre en danger le levier mondial et de laisser le risque faire son oeuvre. Il faut continuer de subventionner le capital coûte que coûte. Et cela va coûter cher.

Peut-on au moins faire le deux, cajoler le capital et améliorer le sort de Main Street, c'est-à-dire le sort des salariés? Oui, mais dans de très étroites limites, il ne faut pas que cela bouleverse le château de cartes. On ne peut faire que des améliorations marginales, symboliques comme le salaire minimum à 15 dollars. Rien de véritablement significatif.

Toute véritable initiative qui modifierait la répartition de la valeur ajoutée entre le capital et les salaires serait dangereuse.

Elle se traduirait par une baisse de la profitabilité déjà insuffisante du capital, elle risquerait d'alimenter une inflation non désirée, là où il ne faut pas qu'il y en ait et l'incidence sur les taux d'intérêt serait telle que la Fed pourrait bien en perdre le contrôle. On imagine les conséquences en boule de neige que cela aurait sur les marchés, sur le financement et le refinancement des dettes, sur la couverture des besoins du Trésor!



▲ RETOUR ▲

.Les banques centrales organisent votre ruine : voici comment

rédigé par [Bruno Bertez](#) 20 janvier 2021

J-P : inclus la banque centrale du Canada.

Les politiques monétaires actuelles visent à faire monter les cours de Bourse à l'infini... et finiront par ruiner ceux qui se sont positionnés sur des titres surévalués. Un article à lire, relire et assimiler, pour mieux protéger votre portefeuille.



Un jour viendra où les politiques monétaires actuelles devront être stoppées, soit qu'elles auront réussi soit qu'elles auront échoué. Dans les deux cas, ceux qui ont constitué des portefeuilles boursiers sur la base de cours de Bourse surévalués seront ruinés.

Plus ces politiques durent, plus la ruine sera sévère.

Pourquoi est-ce une certitude ? Parce que la hausse des cours de Bourse est d'origine purement monétaire alors que les actifs boursiers ont un lien avec la finitude du monde réel. On peut créer autant de monnaie que l'on veut, mais on ne peut faire en sorte que les bénéfices des entreprises montent jusqu'au ciel.

Il y a non-équivalence entre les deux univers : l'un est infini, sans limites, l'autre est fini, limité.

Augmenter la taille de son bilan, qu'est-ce que ça veut dire ?

Que se passe-t-il réellement lorsque la Réserve fédérale ou la BCE « [augmente la taille de son bilan](#) » et « injecte de l'argent dans l'économie » ?

Cela signifie qu'elle a acheté une obligation détenue par le public et l'a payée en créant une dette gouvernementale de forme différente. Dans la plupart des cas, ces achats ne sont pas réglés en monnaie ; la banque centrale ne paie pas en monnaie mais en créditant des réserves bancaires sur le compte de celui qui a vendu l'obligation.

L'ensemble – la monnaie + les réserves bancaires – constitue ce que nous appelons la « masse monétaire ».

En un mot, l'assouplissement monétaire remplace les bons du Trésor portant intérêt, qui étaient auparavant détenus par le public et ses institutions, par de la monnaie, des patates chaudes à taux zéro, c'est-à-dire qui ne rapportent rien, et que *quelqu'un* dans l'économie doit détenir, *à tout moment*, en tant que monnaie, jusqu'à ce que cette monnaie soit retirée.

Cette politique monétaire peut certainement être utile lorsqu'il y a une ruée – un *run* – vers la liquidité bancaire et que les déposants deviennent inquiets au point de convertir leurs dépôts bancaires en *cash*.

Patates chaudes

Mais **portées à l'excès**, comme elles le sont maintenant, ces politiques sont aussi la façon dont [les bulles spéculatives sont encouragées](#). On crée un tas de patates chaudes à intérêt nul qui sont si psychologiquement inconfortables à détenir que les gens deviennent prêts à payer n'importe quel prix afin de les échanger contre un autre actif d'investissement qui rapporte un tant soit peu.

Ceux qui reçoivent cet argent, ces patates chaudes qui ne rapportent rien, se font ensuite concurrence ; ils surpaient pour acheter quelque chose qui rapporte un peu. Une sorte d'entonnoir est ainsi créé qui dirige l'argent vers les marchés là où il y a un peu de rendement ou de performance sous forme de plus-value.

Le problème est que les actifs d'investissement tels que les actions ne sont pas purement des actifs monétaires. Ce sont des actifs reliés au réel, des créances sur certains flux futurs en provenance de l'entreprise concernée, des flux de trésorerie qui seront délivrés au fil du temps.

Attention au rendement

Plus le prix que vous payez maintenant pour ces flux de trésorerie futurs est élevé, plus le rendement à long terme auquel vous pouvez vous attendre sur votre investissement est faible.

Si vous payez 100 \$ aujourd'hui pour recevoir un paiement de 100 \$ dans une décennie à partir d'aujourd'hui, vous pouvez vous attendre à un voyage très long – bien que peut-être intéressant... mais ce sera un voyage vers nulle part. Vous aurez payé 100 pour recevoir 100, en ayant entre temps quelque fois eu peur de devoir supporter des pertes ! *<sans oublier que votre 100\$ est dévalué par l'inflation>*

Si vous payez plus de 100 \$ aujourd'hui pour ce même flux de trésorerie, vous pouvez/devez vous attendre à un rendement négatif à long terme.

Les politiques d'assouplissement quantitatif et de taux d'intérêt nuls de la Réserve fédérale créent simplement une montagne de monnaie/patates chaudes à taux zéro que quelqu'un doit conserver à chaque instant, jusqu'à ce que cette monnaie soit retirée du système.

Il est important de comprendre que la masse monétaire ne « va » nulle part. Elle est et reste de l'argent de base jusqu'à son retrait. Mais vous pouvez vous débarrasser de l'argent de base en le mettant « dans » le marché boursier, en le refilant à quelqu'un d'autre, à votre vendeur.

Au moment où la transaction a lieu, l'argent de base sort « hors » du marché boursier pour aller entre les mains de celui qui vous a vendu l'action. L'argent de base *n'est* jamais « mis sur la touche » car il n'y a pas d'argent sur la touche, contrairement à ce que dit stupidement une partie de la presse.

Chaque titre émis, qu'il s'agisse d'une action, d'un certificat d'obligation ou d'un dollar de base, doit être détenu par quelqu'un, à tout moment, exactement sous la forme où il a été émis, jusqu'à ce qu'il soit retiré.

Distorsion et pénurie

La seule chose qui change est de savoir qui détient quoi, et combien un investisseur en titres est prêt à échanger contre un autre. L'argent de base créé par la Fed ne va pas « dans » le marché boursier.

L'argent de base ne fait que créer tellement d'inconfort, parce qu'il ne rapporte rien, que les investisseurs deviennent disposés à faire grimper les cours des actions à des niveaux d'évaluations bullaires qui impliquent des rendements à long terme proches de zéro, ou pire.

La Fed ne fait rien d'autre que retirer du rendement du portefeuille mondial en achetant des obligations, afin d'injecter des liquidités qui brûlent les doigts et forcer à acheter autre chose qui rapporte : voilà le secret des *quantitative easings*.

Autrement dit [la Fed et/ou la BCE créent une distorsion](#), une pénurie de rendement afin que, mécaniquement, les détenteurs des liquidités reçues en contrepartie se précipitent pour acheter quelque chose qui rapporte. Elles créent une pénurie, un manque de rendement dans le système afin de forcer les gens à faire n'importe quoi et surtout donc à prendre des risques.

On ne peut maintenir ce type de distorsion qu'en aggravant ses conséquences. Plus on maintient cette politique longtemps, plus on gonfle les bulles et plus les conséquences seront catastrophiques.

Ce papier didactique est fondé sur le travail de l'économiste John P. Hussman.

▲ RETOUR ▲

.Un plan de relance permanent est-il en route ?

Bill Bonner | 19 janv. 2021 | Journal de Bill Bonner



A la minute où vous êtes entré dans la pièce
J'ai pu constater que vous étiez un homme de distinction

Un vrai grand dépensier
Beau, si raffiné
Dites, ne voudriez-vous pas savoir ce qui se passe dans ma tête ?

- *Big Spender, par Shirley Bassey*

WEST RIVER, MARYLAND - Voici la nouvelle personne à contacter au niveau national pour tout ce qui concerne l'argent.

Selon Reuters :

Janet Yellen, la candidate du président américain élu Joe Biden à la tête du département du Trésor, dira mardi à la commission sénatoriale des finances que le gouvernement doit "agir en grand" avec son prochain programme de lutte contre les coronavirus.

"Je pense que les bénéfices dépasseront largement les coûts, surtout si nous nous soucions d'aider des personnes qui luttent depuis très longtemps", a-t-elle déclaré dans la déclaration, qui a été obtenue par Reuters.

Qui sont ces personnes qui luttent ? Le revenu des ménages américains (grâce aux renflouements et aux cadeaux du gouvernement fédéral) a atteint son plus haut niveau l'année dernière - avec un trillion de dollars de plus que l'année précédente.

Et nous n'avons pas besoin de rappeler à nos chers lecteurs que **le gouvernement américain est ruiné** - avec un déficit de 2 000 milliards de dollars déjà en cours.

Agir de manière stupide

Mais agir "en grand" est rarement la même chose que d'agir intelligemment. Dans ce contexte, cela signifie agir de manière stupide.

Un président américain a deux tâches importantes à accomplir. Il est censé protéger la liberté et la richesse des Américains. Tout le reste n'est que détail.

Mais déjà, le grand chef entrant promet de gaspiller davantage que les deux précédents. (Je reviendrai plus tard dans la semaine sur la façon dont il va dilapider la liberté des Américains...)

Mais hé... donnez-lui une chance. C'est son tour !

Donald Trump a aussi fait "grand". Il a établi un record de gaspillage de la richesse - avec les plus grandes augmentations de budget de l'histoire.

Il a suivi Barack Obama, qui n'a pas non plus été avare de gaspillages ; il a ajouté 8,5 trillions de dollars à la dette nationale pendant son mandat de huit ans, soit une augmentation de 73%.

Il a également mis en place le plan "Obamacare", un "droit" illimité qui ne manquera pas de **mettre le pays en faillite avec le vieillissement des** Américains.

Ensuite, bien sûr, il y a eu George W. Bush, dont le "grand" acte a été la folle guerre contre le terrorisme. Elle coûtera 7 000 milliards de dollars. (Nous en viendrons à son "Patriot Act" plus tard cette semaine, lorsque nous examinerons la perte de liberté à laquelle j'ai fait allusion plus haut).

Agir en grand

Mais M. Biden semble vouloir agir en plus grand qu'aucun autre président avant lui. C'est-à-dire qu'il veut les surpasser tous.

Ce n'est pas nécessairement sa faute. On arrive en enfer une étape à la fois. La route est bien foulée et il est déjà loin. Tout ce qu'il a à faire, c'est de continuer à marcher. Un pied après l'autre. A gauche après la droite.

A est suivi de B... Peu importe qui fait le transport. L'os de la cheville est relié à celui du tibia...

Et quand vous avez un empire vieillissant et dégénéré... dirigé par un hack vieillissant de Deep State... à quoi vous attendez-vous ?

Une stimulation permanente

Et, au fait, le peuple américain va hurler et crier... s'alignant derrière lui comme une foule de yahoo qui va assister à une exécution.

Puis, grâce au travail acharné des écoles publiques et des médias traditionnels - deux piliers de l'élite de l'establishment - les pauvres crétins salueront volontiers leur propre peloton d'exécution.

Regardez ceci, rapporté par MassLive.com :

Près des deux tiers des Américains sont d'accord avec une proposition progressiste - soutenue par certains législateurs du Massachusetts - qui demande au gouvernement fédéral de réduire les chèques de relance de 2 000 dollars par mois aux Américains au cours de la pandémie COVID-19, selon un nouveau sondage.

La semaine dernière, Data for Progress, un groupe de pression et de sondage progressiste, a demandé à 1 166 électeurs potentiels du pays s'ils étaient favorables ou opposés à l'idée d'un "paiement direct en espèces de 2 000 dollars par mois à chaque personne pendant toute la durée de la pandémie".

Soixante-cinq pour cent des personnes interrogées ont déclaré qu'elles seraient favorables à des chèques récurrents de 2 000 dollars, une idée toujours défendue par le groupe Sens. Ed Markey et Bernie Sanders, qui, avec le vice-président élu Kamala Harris, ont proposé une loi pour des chèques mensuels en mai dernier. Quarante et un pour cent des personnes interrogées "soutiennent fortement" l'idée, tandis que 24 % la soutiennent "quelque peu".

Notez qu'il ne s'agit pas d'un "stimulus" unique de 2 000 dollars qu'ils réclament, mais de contrôles MENSUELS... d'un plan de relance permanent. Il fonctionnerait comme une sorte de stimulateur monétaire... donnant aux consommateurs un coup de pouce chaque mois juste pour que leurs petits coeurs gourmands continuent de pomper.

Quelqu'un demande-t-il "D'où viendra l'argent ?" Quelqu'un s'inquiète-t-il de l'expansion des déficits fédéraux ou du basculement de la tour de la dette ?

Non ?

Pourquoi ?

Parce qu'ils n'ont pas à le faire.

Quelque chose pour rien

C'est la merveilleuse magie du système monétaire d'après 1971. Il corrompt les dépenses fédérales... Il déforme et affaiblit l'économie... Et il ronge aussi le cerveau.

La Réserve fédérale a multiplié son bilan (le fondement de la masse monétaire américaine) par près de 10 depuis le début du siècle <2000>. C'est ce qui a payé (indirectement) la guerre contre le terrorisme... la dette d'Obama... le boom de Wall Street... les réductions d'impôts de Trump... et les cafouillages de l'"allègement" COVID-19.

Et maintenant, dans tout le pays, les cerveaux sont en train de s'agiter à propos des grandes choses qui vont se produire. "Quelque chose pour rien" n'est plus une plaisanterie, c'est un fait de la vie.

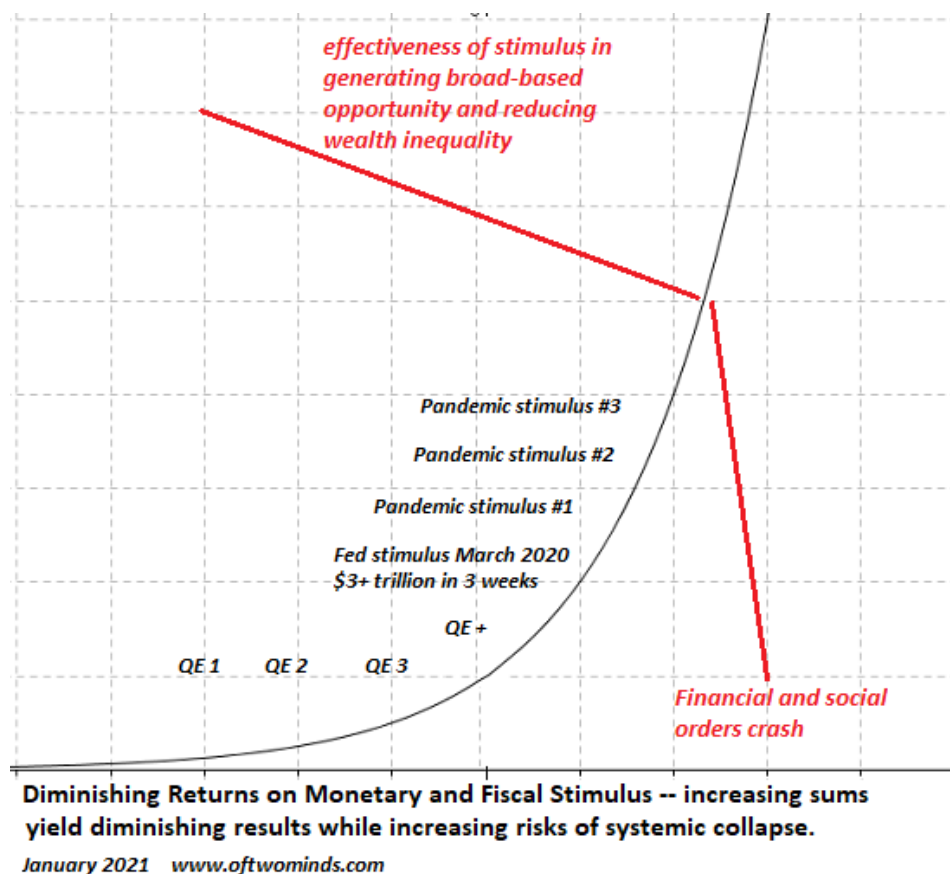
Les gens s'attendent à avoir un repas gratuit tous les jours.

Et 2 000 dollars par mois leur sembleront bientôt insuffisant.

▲ RETOUR ▲

.Les rendements dangereusement décroissants des mesures de relance monétaire et budgétaire

Charles Hugh Smith Mercredi 20 janvier 2021



Permettez-moi de traduire les affirmations risibles de Jay Powell et Janet Yellen selon lesquelles leurs politiques de relance n'ont pas fait grimper les inégalités de richesse jusqu'à la lune : "Qu'ils mangent de la

brioche".

Qu'ils mangent de la brioche !



« Qu'ils mangent de la brioche ! » serait la réponse donnée par « une grande princesse » à qui l'on faisait part du fait que le peuple n'avait plus de pain à manger. [Wikipédia](#)

L'euphorie d'une relance monétaire et fiscale toujours plus importante néglige les rendements décroissants et les risques plus élevés générés par une augmentation quasi exponentielle des mesures de relance. J'ai préparé un graphique qui montre les augmentations extraordinaires des mesures de relance et la diminution des résultats dans les principaux objectifs de la politique économique : une large possibilité d'aller de l'avant et la réduction des inégalités de richesse qui déstabilisent le système.

Si l'on se penche sur cette époque, l'ironie fatale qui veut que toutes ces mesures de relance aient fait exploser les inégalités de richesses et de revenus tout en éviscérant les 90 % les plus pauvres sera évidente. C'est en fait une évidence flagrante en ce moment pour ceux qui ne sont pas aveuglés par l'euphorie. Voici un extrait de l'actuel numéro du magazine Foreign Affairs, un article intitulé *Monopoly Versus Democracy* (paywalled) :

Comme leurs ancêtres au début du XXe siècle, les Américains d'aujourd'hui ont connu des décennies d'inégalités croissantes et de concentrations de plus en plus fortes de richesses et de pouvoir. Rien qu'au cours de la dernière décennie, près de 500 000 fusions d'entreprises ont eu lieu dans le monde. Dix pour cent des Américains contrôlent aujourd'hui 97 pour cent de tous les revenus du capital dans le pays. Près de la moitié des nouveaux revenus générés depuis la crise financière mondiale de 2008 sont allés au 1 % des citoyens américains les plus riches. Les trois Américains les plus riches ont collectivement plus de richesses que les 160 millions d'Américains les plus pauvres. (Note de la rédaction : c'est nous qui soulignons).

Dans la plupart des industries, quelques entreprises contrôlent le domaine, dictant les conditions, évinçant les concurrents et utilisant des prix différentiels pour obtenir de l'argent et du pouvoir. Trois sociétés contrôlent la publicité numérique, quatre sociétés dominent le conditionnement du bœuf et un nombre toujours plus restreint possède les hôpitaux du pays.

Si les négociants en valeurs mobilières de Robin Wood estiment que leur main chaude les propulsera dans les rangs des millionnaires, il faudrait des billions de dollars de gains pour faire bouger l'aiguille de nos immenses inégalités de capital et de revenus : les 10% supérieurs écument 97% des revenus du capital et possèdent environ 90% de l'ensemble du capital.

L'horrible vérité est que toutes les mesures de relance monétaire et fiscale de la dernière décennie n'ont servi qu'à accroître les inégalités de richesse et de revenus et à réduire les possibilités de prendre pied dans le nouvel âge doré. Les mesures de relance monétaire et fiscale ont complètement échoué lorsqu'il s'est agi d'offrir à ceux qui se situent dans les 50 % inférieurs une part de toute cette richesse en pleine expansion : Les trois Américains les plus riches possèdent collectivement plus de richesses que les 160 millions d'Américains les plus pauvres.

Les fidèles euphoriques négligent également les risques systémiques créés par l'augmentation exponentielle des mesures de relance qui ne profitent massivement qu'aux 10 %, 1 % et surtout 0,01 % les plus riches. Les avantages asymétriques et exponentiels d'un stimulus toujours plus important génèrent un désordre social qui finit par briser l'ordre social tout entier, tandis que les augmentations exponentielles de la dette, de l'endettement et de la spéculation augmentent les risques d'un effondrement financier systémique.

Permettez-moi de traduire les affirmations risquées de Jay Powell et Janet Yellen selon lesquelles leurs

politiques de relance n'ont pas fait grimper les inégalités de richesse jusqu'à la lune : *Qu'ils mangent de la brioche*. Et nous savons tous comment cela s'est terminé.

▲ RETOUR ▲

.M. le Président, mes Congratulescences*

Par Tom Lewis | 19 janvier 2021

**(humoristique) Utilisé pour exprimer simultanément des félicitations et des condoléances.*



AUSTIN, TX. 7 novembre 2020. Un rassemblement pour la protection des votes se tient à Wooldridge Square peu après que l'ancien vice-président Joe Biden ait été déclaré vainqueur de l'élection présidentielle de 2020.

Quand ils nous ont finalement dit qui avait gagné l'élection présidentielle de 2020, j'ai ressenti une profonde tristesse. Non pas parce que je voulais que l'autre gagne - pas à peine - mais parce que j'avais de la peine pour le vainqueur.

Comme la plupart des campagnes réussies, celle de Joe Biden a offert une promesse claire et simple : "Je ne suis pas Donald Trump, je vais rendre au gouvernement ses compétences et sa décence". Quatre-vingt-un millions d'électeurs américains ont approuvé, soit plus que n'importe quel autre candidat à la présidence, et sept millions de plus qu'ils ont voté pour Donald Trump. Mais ne pas être Donald Trump ne suffira pas. Considérez ce à quoi nous sommes confrontés :

- La pandémie de COVID-19 continue de faire rage dans tout le pays, et le déploiement du vaccin qui est notre seul espoir de la maîtriser a été presque aussi raté que les premiers efforts pour contenir le virus. Les hôpitaux, le personnel médical et les morgues de tout le pays sont stressés jusqu'au point de rupture, et le soulagement n'est pas encore en vue.
- L'économie, qui était anémique avant que la pandémie ne frappe, est maintenant à l'hospice. Le gouvernement continue de publier des statistiques réjouissantes sur la reprise, mais des millions d'Américains continuent de perdre leur entreprise et/ou leur emploi, sont confrontés à l'expulsion, à la pauvreté prolongée, voire à la faim.
- **Avec des revenus qui diminuent et des dépenses d'urgence qui montent en flèche**, la dette nationale se transforme en un cancer mortel pour l'avenir du pays. Au cours de l'exercice 2020, le gouvernement américain a dépensé 3 100 milliards de dollars de plus qu'il n'en a reçu, soit plus de trois fois le déficit de 2019. La dette nationale américaine s'élève à 27 000 milliards de dollars - elle a triplé depuis 2008, date du début de la Grande Récession. En plus de ce qu'il faut emprunter pour couvrir le déficit, **rien que cette année, près de 8 000 milliards de dollars d'obligations doivent être refinancés**, c'est-à-dire remboursés et remplacés par de nouveaux emprunts. Et ce, à un moment où tous les pays développés du monde sont confrontés à des problèmes

similaires.

- Le changement climatique n'a pas ralenti alors que nous étions distraits par un virus. La montée des eaux empiète sur nos villes côtières, ce qui oblige nombre d'entre elles à prendre des décisions de plus en plus pressantes : construire des digues coûteuses et condamnées ou abandonner des quartiers et des infrastructures pour s'installer à l'intérieur des terres ? Pendant ce temps, une sécheresse meurtrière s'aggrave dans le Sud-Ouest, un nombre record d'incendies de forêt ravage les forêts de l'Ouest et des ouragans de plus en plus violents - un record de 12 ont touché terre aux États-Unis en 2020 - des tornades et même des orages frappent le pays tout entier. Il y avait autrefois une ou deux tempêtes par an qui causaient un milliard de dollars de dégâts - l'année dernière, il y en a eu 22, un record absolu, et leur coût total s'est élevé à 95 milliards de dollars.
- Le pays qui doit faire face à tous ces défis - il n'y a pas le choix - est le plus profondément et amèrement divisé qu'il ait été depuis la guerre civile. Les divisions sont d'ordre racial, économique et politique, et sont allées si loin que non seulement les gens d'un côté de la ligne de partage ne font pas confiance aux gens de l'autre côté, mais ils ne croient rien de ce qu'ils disent, et brandissent de plus en plus souvent des armes les uns contre les autres.

▲ RETOUR ▲

."La meilleure chose à faire est d'agir en grand"

Jim Rickards 19 janvier 2021



Aujourd'hui, Janet Yellen, secrétaire d'État au Trésor, s'est adressée à la commission des finances du Sénat lors de son audition de confirmation.

Dans ses déclarations, elle a fait valoir qu'une importante relance budgétaire est justifiée pour soutenir l'économie alors que la pandémie fait toujours rage.

Elle a souligné la nécessité de s'attaquer à l'inégalité des revenus et s'est engagée à soutenir les politiques du nouveau gouvernement Biden en matière de changement climatique.

En d'autres termes, elle prévoit de soutenir d'importantes dépenses publiques pour stimuler l'économie.

Elle a reconnu que la dette est un problème potentiel. "Mais", a-t-elle ajouté, "en ce moment, avec des taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas, la chose la plus intelligente à faire est d'agir en grand". À long terme, je pense que les bénéfices dépasseront largement les coûts, surtout si nous nous soucions d'aider les personnes qui se battent depuis très longtemps".

Disons que c'est un vœu pieux.

La politique budgétaire ne fonctionnera pas

Nous ne pouvons pas nous sortir d'un piège de la dette en dépensant. Comme je l'ai déjà expliqué, la politique budgétaire n'est pas une mesure de relance car le ratio dette/PIB des États-Unis est maintenant supérieur à 130

% et augmente rapidement. Des recherches approfondies montrent que lorsque le ratio dette/PIB est supérieur à 90 %, le multiplicateur de la nouvelle dette est inférieur à un.

Cela signifie que nous sommes dans un piège à dette (en plus d'un piège à liquidité causé par l'organisation précédente de Yellen, la Fed).

Mais Janet Yellen n'a pas de réelle compréhension de la monnaie et de l'économie monétaire. Son mandat à la Fed le prouve.

La Fed et le Congrès peuvent essayer de stimuler l'économie, mais ils échoueront. Nous nous dirigeons probablement vers une autre crise. Je ne prévois pas de date précise, mais vous pouvez voir les pièces du puzzle se mettre en place.

La nomination de M. Yellen a graissé les patins pour une politique désastreuse qui pourrait conduire à une crise monstrueuse à l'avenir - la théorie monétaire moderne (MMT).

Le spectre de la MMT

La nomination de l'ancienne présidente de la Fed, Janet Yellen, au poste de secrétaire au Trésor est un signe clair que le MMT est ce que l'administration Biden a l'intention de faire.

Le MMT appelle à la fusion de la Fed et du Trésor en une seule entité de dépenses/monétisation.

Le gouvernement peut dépenser autant qu'il le souhaite et faire monter le déficit aussi haut qu'il le souhaite, car la Fed peut monétiser toute dette du Trésor en imprimant de l'argent et en conservant la dette dans son bilan jusqu'à son échéance, moment auquel elle peut être refinancée par une nouvelle dette.

Selon cette théorie, les États-Unis peuvent directement stimuler l'économie et payer une série de nouvelles dépenses sociales. Contrairement à l'assouplissement quantitatif, qui a surtout enrichi Wall Street, le MMT aiderait les vrais Américains.

Ses partisans affirment que le MMT pourrait financer l'assurance maladie pour tous, la gratuité des frais de scolarité et des garderies, un revenu de base garanti et une action climatique agressive.

Ils affirment que la Fed a imprimé 4 trillions de dollars de 2008 à 2014 pour renflouer les banques et aider Wall Street à conserver ses gros bonus. Il n'y a pas eu d'inflation. Alors pourquoi ne pas imprimer 10 000 milliards de dollars ou plus pour tester ces nouveaux programmes ?

Eh bien, quelle meilleure façon de réaliser cette fusion que de nommer l'ancien chef de la Fed comme nouveau chef du Trésor ? Avec un ancien chef de la Fed comme nouveau chef du Trésor, je dirais que la mission est accomplie.

En fin de compte, les partisans du MMT disent que les États-Unis peuvent dépenser autant qu'ils veulent, emprunter pour couvrir les déficits et monétiser la dette avec l'impression de la monnaie de la Fed.

Cette "théorie" n'est pas vraiment une théorie car elle manque de preuves, et elle n'a rien de "moderne" car elle existe depuis plus de 100 ans. Pourtant, elle fait fureur à Washington ces jours-ci.

Les trois grands principes du MMT

Le MMT repose sur trois principes fondamentaux. Le premier, comme mentionné, est de traiter le Trésor et la

Fed comme une seule entité avec un seul bilan. Juridiquement, les deux institutions sont complètement séparées, mais le MMT insiste sur le fait que le gouvernement peut fonctionner comme s'il s'agissait d'une seule et même entité. Cela signifie qu'il faut fusionner les opérations du Trésor et de la Fed en un seul moteur pour les dépenses, les emprunts et l'impression monétaire.

La deuxième idée est que les citoyens doivent accepter les dollars (qu'ils le veuillent ou non) parce qu'il faut des dollars pour payer les impôts, et si vous ne payez pas d'impôts, vous irez en prison. En effet, le dollar est soutenu par le canon d'un fusil, pour paraphraser Mao Zedong.

La troisième idée est qu'il n'y a pas de limite pratique au montant de la dette que les États-Unis peuvent émettre. Le ratio de la dette américaine au PIB est aujourd'hui d'environ 130 % (contre 106 % l'année dernière). Mais les pom-pom girls du MMT citent le ratio du Japon, qui est supérieur à 250 %, comme preuve que les États-Unis peuvent emprunter beaucoup plus.

Ces idées sont toutes très imparfaites. Le Japon n'est pas un bon test parce que les Japonais achètent leur propre dette (les États-Unis comptent sur les investisseurs étrangers), et l'économie japonaise a à peine progressé depuis 30 ans (essayez cela aux États-Unis).

Et si l'inflation semble pouvoir devenir une menace, le gouvernement se contentera de taxer l'argent excédentaire de l'économie. Facile.

Maladroit

Comme je l'ai déjà expliqué, le MMT est une théorie très imparfaite. Elle suppose **une approche mécaniste** de la monnaie et de l'inflation, **qui n'existe pas dans le monde réel**. L'inflation est plutôt un phénomène psychologique basé sur des attentes.

Vous pouvez fusionner opérationnellement la Fed et le Trésor, mais **une fois qu'il sera évident pour les marchés que vous monétisez toute la nouvelle dette, la confiance s'érodera, les taux grimperont et ce schéma pyramidal s'effondrera.**

Et une fois la confiance perdue, les citoyens peuvent se tourner vers la terre, l'or, l'argent, les ressources naturelles et d'autres biens durables comme alternatives au dollar. Vous ne devez pas d'impôts sur les gains non réalisés, donc la police fiscale du MMT n'aura rien pour les occuper.

Le MMT est un désastre en devenir (même s'il peut prendre quelques années à se réaliser). Il pourrait déboucher sur une hyperinflation et la destruction du dollar en tant que monnaie viable.

Il n'y a pas de mal à emprunter de l'argent si vous investissez dans des actifs hautement productifs. Mais si vous dépensez l'argent pour soutenir une économie stagnante avec des subventions, vous ne faites que creuser un trou de dette plus profond pour vous-même.

Des plans de dépenses déficitaires de plusieurs trillions de dollars vont bientôt voir le jour au sein du nouveau Congrès. Le Trésor dépensera l'argent. La Fed achètera la dette du Trésor avec de l'argent nouvellement imprimé.

Au final, vous vous retrouvez avec un défaut de paiement, de l'inflation, des taux d'intérêt plus élevés, des impôts plus élevés ou tout ce qui précède. **Les États-Unis vont faire faillite.**

Ce n'est pas tout à fait le scénario rose que les partisans du MMT voudrait vous faire croire. Mais il se peut que cela arrive. Et, une Janet Yellen désemparée supervisera toute l'opération.

▲ RETOUR ▲

« Le FMI demande à la France un plan pour réduire sa dette !! »

par [Charles Sannat](#) | 21 Jan 2021

J-P : Charles Sannat ne tient pas compte de la crise énergétique irréversible et officielle (AIE) dans laquelle nous sommes. À cause de cela, il n'y aura jamais plus de croissance économique. L'AUSTÉRITÉ sera TOTALE et ÉTERNELLE.

Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Beaucoup pensent que l'on ne paiera pas nos dettes et je fais presque partie de ceux-là.

Pourquoi « presque » ? Parce que « à ce stade » comme on dit, ou en l'état actuel des choses, le système semble vouloir faire croire en sa solvabilité et maintient sa fiction imaginaire ... pour l'instant !

La France ne paiera pas ses dettes que si le monde entier ne paye pas ses dettes !

A ce stade donc, ne pas payer notre dette, cela équivaldrait donc à faire faillite, seul, dans un monde où les autres pays, eux, resteraient solvables.

Cette hypothèse n'est en aucun cas crédible.

Si la France fait faillite ce sera dans le cadre d'une immense faillite générale.

Sinon, cela impliquerait une catastrophe financière et sociale d'une grande violence pour notre pays qui se retrouverait totalement isolé.

Si je pense qu'à termes, nous serons obligés d'effacer une partie importante de nos dettes, cela ne peut être que le fruit d'un consensus collectif et d'une immense négociation internationale. Nous n'y sommes pas.

Nous n'y sommes tellement pas qu'avant d'y arriver, il va nous falloir passer, vraisemblablement, par la case austérité. Et ça, c'est le coeur même du boulot du FMI depuis des décennies !

Le FMI invite la France à préparer un plan pour réduire sa dette

La France doit travailler dès maintenant à un plan qui lui permettra d'assainir ses finances publiques dès que l'économie aura surmonté la crise due au coronavirus, a déclaré mardi le Fonds monétaire international. Source Magazine Challenges citant l'agence de presse [Reuters ici](#).

Dans son rapport annuel sur la France et alors que la crise « devrait laisser le déficit budgétaire du secteur public à 7,7 % du PIB cette année, le FMI exhorte le gouvernement à ne pas perdre de temps et à élaborer des plans pour réduire les dépenses une fois que la reprise économique sera installée ».

« La dette en France est élevée et nous pensons que le moment est venu d'élaborer et d'approuver un plan d'assainissement budgétaire crédible à moyen terme », a déclaré le chef de la mission du FMI en France, Jeffrey Franks, lors d'une conférence téléphonique ».

Du côté de Bercy, notre ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance, Bruno Le Maire, a pris note de ce rapport en assurant partager l'analyse du FMI sur la nécessité de continuer à soutenir les entreprises, la

pertinence d'un plan de relance « ambitieux » et « l'importance d'élaborer dès à présent une stratégie de rééquilibrage des finances publiques ».

Assainir les finances publiques !

Et vous savez ce que cela signifie lorsque le FMI parle d'assainissement des comptes publics d'un pays ?

Rien de franchement bon pour sa population qui se retrouve massacrée entre hausse de la fiscalité et baisse des services publics.

Rien de bon non plus pour la nation concernée, qui se trouve priée de brader quelques actifs et bijoux de familles. Il en a été ainsi de la **Grèce**, de ses ports et de ses quelques actifs.

Macron, comme il l'avait dit sur Brut sera « obligé » de faire des choses impopulaires, et il pourrait ne pas être en mesure de se représenter pour un second mandat.

Pour notre pays, la pression fiscale est déjà très élevée. Les impôts monteront mais pas tant que cela, c'est la dépense publique qui sera significativement diminuée, et tous ceux qui en dépendent souffriront de manière importante.

La disette arrive, le FMI vient de la demander officiellement !

Enfin, n'oubliez pas, les conséquences de la faillite ou les conséquences de la politique à mener pour éviter la faillite sont sensiblement les mêmes ! La seule différence c'est la dynamique. La faillite est brutale. L'austérité permet de gagner du temps. Dans tous les cas, les conséquences sont très désagréables.

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

.La 1ère guerre de Biden ? Venezuela et le Guyana, la tension monte encore !

Si Donald Trump n'a pas été prix Nobel de la paix il n'a pas déclenché une guerre contrairement à son prédécesseur Obama.

Après 4 ans de paix mondiale relative, il y a de quoi nourrir quelques inquiétudes à l'idée de voir les Etats-Unis « revenir » sur la scène internationale, car si c'est « bien » pour les accords de Paris sur le Climat, le retour des Etats-Unis risque d'être moins apprécié s'il s'agit de guerres et d'interventions.

Et justement, il y a un point chaud qui titille les USA depuis bien longtemps, c'est le Venezuela et la tension monte avec son voisin [le Guyana] qui vient de signer un accord de défense avec... les Etats-Unis, de quoi nous mener vers une guerre en Amérique du sud.

Charles SANNAT

«Casus belli» entre le Venezuela et les intérêts pétroliers américains

Le conflit territorial entre le Venezuela et le Guyana s'intensifie. Le Président Maduro revendique la souveraineté de Caracas sur la région de l'Essequibo. Son voisin a signé une alliance militaire avec Washington. Selon Romain Migus, spécialiste du Venezuela, les États-Unis protègent leurs intérêts économiques.

Le tweet de Nicolas Maduro du 8 janvier a suscité un tollé. Demandant à sa population de défendre ses droits historiques sur l'Essequibo, le Président vénézuélien s'est attiré les foudres de la CARICOM, la Communauté Caribéenne, du Canada et... des États-Unis.

Région correspondant aux deux tiers de l'actuel Guyana, ancienne colonie britannique voisine de Caracas, l'Essequibo fait depuis plus d'un siècle l'objet d'un litige territorial entre les deux pays. Litige porté plusieurs fois devant des tribunaux internationaux. Chaque verdict a confirmé la souveraineté du Guyana sur ce territoire. Sauf que la découverte en 2015 de l'immense champ pétrolifère de Liza-Stabroek au large des côtes de l'Essequibo a durci les positions des deux pays. Nicolas Maduro parlant même de reconquérir la zone! Le 12 janvier, le Guyana et les États-Unis ont signé un accord de coopération militaire. Ce pacte ne devrait pas aplanir les tensions régionales.

Le pétrole de l'Essequibo exploité par Exxon Mobil

Joint par Sputnik, Romain Migus, journaliste installé à Caracas, fondateur du site d'information Les Deux Rives, débroussaille les enjeux complexes tant historiques qu'économiques de ce conflit frontalier. Caracas considère «la partie qui va jusqu'au rio Essequibo», c'est-à-dire la zone la moins peuplée, comme faisant «partie intégrante du Venezuela». Alors que le Venezuela n'a «pas de poste-frontière» sur l'actuelle délimitation, le Guyana n'a pas forcément «les moyens de contrôler une frontière très longue». Longé par le fleuve Essequibo, ce territoire «très riche, notamment en or et en diamant», a été disputé dès le XVIIIe siècle entre la couronne espagnole, maîtresse du Venezuela, et la Hollande, implantée au Guyana. Le différend se poursuivant quand les Britanniques ont supplanté les Néerlandais au Guyana. Les indépendances du Venezuela en 1811 et du Guyana en 1966 n'y changeront rien! La découverte de «gisements pétrolifères très importants offshore dans la zone en réclamation» en 2015 a même aggravé les tensions:

«Évidemment, les enjeux ne sont plus les mêmes. Des compagnies pétrolières lorgnent cette potentielle richesse. Exxon d'une part, mais aussi des compagnies anglaises.»

Les réserves du Guyana sont estimées à plus de huit milliards de barils de pétrole, exploitées par la major américaine à des conditions bien avantageuses. Avant la crise sanitaire, le Fonds monétaire international (FMI) prévoyait une explosion de la croissance du PIB du pays pour 2020. Un bond estimé à 86%. Covid oblige, la progression n'aura été «que» de 26,2%. Selon le média La Première, l'accord signé le 12 janvier engage les États-Unis et le Guyana à «collaborer en cas de menace». L'armée américaine formera ainsi «les militaires du Guyana» et lui apportera «des aides techniques». Le «controversé» Shiprider Agreement, signé en 1997, a également été renouvelé pour autoriser l'US Navy et l'US Air Force «à pénétrer dans les eaux et les espaces aériens du Guyana». Officiellement pour traquer le narcotrafic, officieusement pour protéger les intérêts américains.

«On voit les derniers soubresauts de l'Administration Trump qui signe un accord avec le Guyana, en présence de l'amiral Craig Faller, le commandant du SouthCom [United States Southern Command, état-major interarmes américain pour l'Amérique latine et les Caraïbes, ndlr]. L'idée étant que, s'il y a des frictions au-delà du diplomatique, les États-Unis s'engagent du côté du Guyana», selon Romain Migus.

Un message clair à destination de Nicolas Maduro de ne pas poursuivre l'escalade. Au-delà de ce conflit territorial, les relations entre Washington et Caracas sont glaciales depuis l'avènement de Donald Trump à la Maison-Blanche. Mis en place en 2019, l'embargo américain sur le pétrole vénézuélien étouffe l'économie nationale, forçant plus de 5 millions de personnes à quitter le pays.

La possibilité d'un conflit armé?

En septembre 2020, Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, accomplissait une tournée en Amérique du Sud. Visant à renforcer la pression pour un changement de régime au Venezuela, le périple passait par le

Guyana, le Brésil et la Colombie. Trois États très proches des États-Unis et qui encerclent le Venezuela. Romain Migus rappelle ainsi la présence de militaires américains en Colombie et le souhait régulier de Jair Bolsonaro d'en «découdre militairement». Alors le Guyana, un nouveau Koweït pour les Américains? La comparaison n'est pas si folle pour le journaliste. «On a encore les mêmes acteurs», la présence de l'Axe du Mal et les mêmes conséquences dévastatrices pour l'ensemble de la région.

«Le Venezuela est quand même un pays armé. Le déclenchement d'un foyer de guerre ne menacerait pas que le Venezuela, mais toute la région, en en déstabilisant une grande partie. Il y a aussi des intérêts contraires dans chacun des pays pour que l'escalade n'aille pas jusqu'à son terme.»

Car Migus ne croit pas à un envahissement de l'Essequibo par les forces armées vénézuéliennes. Au contraire, il estime que les tensions seront désamorçées. Ce n'est «pas la première fois» que le différend s'intensifie entre Caracas et le Guyana sur ce sujet. Pour le journaliste, l'Essequibo est instrumentalisé pour des «opérations politiques» indépendantes de la résolution de ce conflit. Le 22 décembre 2018, une friction entre la marine vénézuélienne et deux navires d'exploration d'Exxon dans cette région disputée, provoquait déjà une série de récriminations de la part du groupe de Lima, organisme d'États d'Amérique latine qui ne reconnaissent pas l'élection de Nicolas Maduro. Une défense de l'intégrité territoriale du Guyana qui n'était «pas anodine» à quelques jours avant que Juan Guaido ne s'autoproclame président par intérim.

«La zone en réclamation va devenir un casus belli et va s'inviter bien évidemment dans l'opération de changement de régime initiée avec Juan Guaido.»

Certes, l'ancien président de l'Assemblée nationale a depuis perdu de sa crédibilité auprès des chancelleries occidentales. Mais il avait été accusé par la justice vénézuélienne de haute trahison et de s'être compromis avec le Guyana, en ayant voulu «livrer» l'Essequibo aux multinationales. Thème extrêmement «sensible» au Venezuela, l'Essequibo a donc été l'occasion pour Nicolas Maduro de fédérer sa population au-delà des clivages politiques. Il compte ainsi «unifier le chavisme avec l'opposition nationaliste» qui n'est pas prête à brader le territoire.

Source Agence de Presse Russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](https://sputnik.com)

▲ RETOUR ▲

.En route pour l'endettement infini

rédigé par [Bruno Bertez](#) 21 janvier 2021

Après avoir été la serve des marchés en raison de leur instabilité, la Fed va devenir esclave du budget et des déficits. Les USA rentrent en situation de domination du budgétaire sur le monétaire.



Le déficit fédéral américain pour le premier trimestre de la nouvelle année fiscale était de 573 Mds\$, en hausse de 61% en glissement annuel.

Washington a emprunté 45 cents de chaque dollar dépensé au cours du trimestre.

Après l'adoption, le mois dernier, de la loi de relance de 900 Mds\$, les estimations plaçaient le déficit de cette année au-dessus de 2 300 Mds\$. L'administration Biden a publié jeudi dernier les détails de son programme de relance Covid-19 avec [une enveloppe de 1 900 Mds\\$](#).

Goldman Sachs a depuis révisé son estimation de la taille éventuelle de ce stimulus à 1 100 Mds\$. Goldman pense que des négociations difficiles sont en cours pour recueillir les votes républicains nécessaires au Sénat. Les démocrates pourraient pousser certaines de ces dépenses au travers du processus de « réconciliation » budgétaire, lequel ne nécessite qu'une majorité simple.

Le président élu a également annoncé qu'un deuxième paquet majeur portant sur les taxes et les infrastructures arriverait plus tard dans l'année.

Il semble probable que le déficit budgétaire US de cette année dépassera désormais même 3 100 Mds\$, ce qui sera sans précédent.

Vive les taux bas

Les faibles taux d'intérêt, disent les inflationnistes de la monnaie, créent la possibilité d'assumer une dette plus importante.

Avec pareil argument, [toutes les limites à l'endettement](#) puis à la création de liquidités pour soutenir la valeur des dettes volent en éclats : on peut s'endetter à l'infini et pour l'éternité.

Pour qu'un système se détruise **il faut et il suffit que des théories soient créées qui rationalisent les aberrations**. Ces théories certes ne résistent pas à l'analyse ou à la critique historique, mais elles suffisent pour emporter l'adhésion.

Il est toujours facile d'obtenir un consensus pour la facilité, il est impossible d'en obtenir un pour la rigueur.

L'hyperinflation allemande des années 1920 a trouvé son origine dans le financement des déficits budgétaires de la Première guerre mondiale par la banque centrale, tout le monde feint de l'oublier.

Dans le cas présent, compte tenu de l'importance des marchés et de la mise en Bourse de dettes, le phénomène d'excès monétaire se manifesterait autrement.

La mise sur le marché rend le crédit de l'État et des entreprises dépendant, en dernière analyse, des esprits animaux, c'est-à-dire des comportements moutonniers. Ceux-ci sont imprévisibles et récurrents à notre époque. L'instabilité est devenue structurelle.

L'hyperinflation viendra de là

On a vu ce qu'il en était en mars dernier, lorsque les marchés se sont effondrés : le crédit s'est volatilisé, les titres de dettes cotés n'ont plus trouvé preneur en Bourse et il a fallu que la Fed en soutienne les cours en achetant et surtout en promettant d'acheter toute quantité.

L'inflation a été monétaire ; elle s'est portée sur les actifs financiers, et c'est donc des actifs financiers que viendra la débandade, c'est-à-dire la révolte du système. On est toujours puni par où l'on pêche...

L'hyperinflation viendra de la nécessité absolue de créer de la monnaie de base pour soutenir les marchés face à des besoins sans fin. Elle ne viendra pas des prix des biens et des services.

A l'occasion d'un choc exogène ou d'une limite endogène, un fétu de paille viendra briser le dos du chameau de la confiance et ce sera la rupture. J'ai expliqué [il y a quelques jours](#) les effets de stocks, de rupture, les effets de non linéarité, de tout ou rien : il y a des gouttes d'eau qui font déborder les vases.

Le gouvernement fédéral américain est en train d'augmenter la dette de plus de 30% du PIB en seulement deux ans. Des dépenses déficitaires massives sont inévitables à perte de vue.

Il est important de noter que Washington enregistre des déficits massifs, malgré à la fois des cours boursiers records et des émissions de dette des entreprises – alors que nous avons les conditions financières les plus souples imaginables.

Si vous admettez comme moi la possibilité, au-delà d'une reprise technique de courte durée, d'une croissance durablement faible avec frilosité et attentisme... alors vous êtes obligé d'anticiper des accroissements de déficits à perte de vue, et l'obligation pour la banque centrale de maintenir son financement par la planche à billets numérique.

▲ RETOUR ▲

.Les responsabilités du président des États-Unis

Bill Bonner | 20 janv. 2021 | Journal de Bill Bonner



WEST RIVER, MARYLAND - Aujourd'hui, le nouveau président prend la relève.

On pourrait penser qu'il trouvera la tâche facile.

Il n'a que deux grandes responsabilités à assumer :

Protéger la liberté des citoyens

Protéger leur richesse

Tout le reste n'est que détail... distraction... et (généralement) illusion.

Le jeu des reproches

Mais les distractions sont nombreuses... et les illusions sont plus fréquentes que les mouches domestiques.

Il n'y a toujours pas de mur qui empêche les Mexicains d'entrer.

Mais au moins, il y a un mur - mailles de chaîne et fil de rasoir - qui protège les initiés à Washington des étrangers dans le reste du pays.

Certains de nos chers lecteurs blâment les républicains pour le triste état de l'Amérique. D'autres blâment les démocrates.

Mais ici, au Journal, nous les blâmons tous les deux... et personne du tout.

Les oiseaux doivent voler. Les poissons doivent nager. Et un empire dégénéré doit trouver son chemin vers le bas du sommet, une chute à la fois. Chaque président doit prendre la chute qui lui est assignée.

Bush avec sa guerre contre la terreur. Obama avec son plan de sauvetage de Wall Street. Trump avec ses augmentations de dépenses, ses réductions d'impôts, ses guerres commerciales, ses contrôles COVID-19 et autres abominations.

A qui la faute ? Est-ce la faute du loup qui mange les moutons ? Sait-il au moins qu'il est carnivore ?

Et maintenant, et toi, Biden ?

Le nouveau président n'est qu'un humain. Il ne sait probablement pas qu'il est censé détruire l'empire. Il fait juste ce qui lui vient naturellement.

Il écoute ceux qui l'entourent - les autres membres de l'élite de *Deep State*. Et ils sont tous d'accord. Ils ont une liste de priorités.

La protection des citoyens et de leurs biens n'y figure même pas.

La falsification de l'économie

Leur première priorité est de maintenir la fausse économie. Le commentaire de Stansberry Research sur le Morning Market :

Janet Yellen, nommée au poste de secrétaire au Trésor, a averti les législateurs que tout retard ou soutien insuffisant dans la mise en œuvre des plans de relance de Biden pourrait entraîner des dommages économiques durables.

Une économie saine n'a guère besoin d'apports réguliers de fausse monnaie. Mais nous vous donnerons un avertissement... **l'économie américaine est un imposteur.**

Les taux d'intérêt sont frauduleux. Les prix sont faux. La production est déprimée et pervertie. Tesla ne vaut pas vraiment 800 milliards de dollars.

Les honchos de Wall Street ne gagnent pas vraiment les millions de leurs dirigeants. Le gouvernement fédéral n'a pas vraiment les moyens d'envoyer des chèques de 2 000 \$ à des gens qui ne méritent pas cet argent.

Tout le système est inventé... gonflé... et falsifié. C'est maintenant comme un homme marié avec une deuxième famille... cachée dans l'ombre. Il doit s'en tenir à ses mensonges.

Et Yellen et al. doivent s'en tenir à leur faux argent.

La transformation s'est faite sur plusieurs années. À peine remarquée... rarement comprise, elle a néanmoins transformé l'économie américaine en quelque chose d'épouvantable... grotesque et contre nature.

Au fil des siècles, l'humanité a appris que la planification centrale, la monnaie de papier et les prix fixés par les

bureaucrates finissent toujours par être désastreux.

Mais d'une manière ou d'une autre, l'élite économique américaine a oublié. C'était comme si elle avait oublié comment marcher debout sans traîner ses jointures sur le sol et sans grogner.

Et maintenant, les simiens ont le contrôle. Comme ceux du zoo, ils se balancent depuis les bars et lancent de temps en temps des sh*t au public.

Perte évidente

Mais examinons de plus près la fausse économie... et sa direction.

Nous avons vu comment le système du faux dollar, mis en place de 1968 à 1971, lorsque le dollar américain n'était plus en or, a provoqué une pandémie d'amnésie. Les gens ont oublié comment fonctionnait la fausse monnaie.

Mais la fausse monnaie a aidé l'élite à faire passer la richesse de la nation des 90 % de la population de Main Street aux 10 % de Wall Street.

Et les petits gars n'avaient aucune idée de ce qui se passait. Ils pensaient que les riches étaient simplement chanceux... ou que leur richesse allait "dégouliner" vers tous les autres.

Tous les présidents depuis Richard Nixon ont aidé et encouragé ce bazar. La plupart des gens ont perdu leur richesse.

La perte de richesse relative est évidente : la Réserve fédérale donne de l'argent aux riches, pas aux classes moyennes.

Moins évidente est la perte de richesse dans l'ensemble de la fausse économie.

Une production croissante

Quand on peut "imprimer" de l'argent et manipuler les taux d'intérêt... on fait tout un plat. Les épargnants n'épargnent pas. Les entreprises n'investissent pas dans de nouvelles usines et dans une main-d'œuvre plus qualifiée. Les investisseurs se tournent vers la spéculation.

Toute l'économie devient "financiarisée", entraînée dans une frénésie de "profitez-en tant que vous le pouvez", plutôt que dans une véritable production de richesses.

Ces éléments font baisser la production réelle, c'est-à-dire l'offre de biens et de services qui constituent la vraie richesse. Alors que la croissance du PIB - la croissance de la valeur de tous les biens produits et services fournis - était de 4 à 5 % avant que la fausse monnaie ne fasse ses dégâts... aujourd'hui, les taux de croissance sont à peine inférieurs de moitié.

Et si l'inflation des prix à la consommation était mesurée de la même manière qu'au bon vieux temps (avant les révisions des années 1990), le taux réel d'augmentation de la richesse (mesurée par le PIB) serait aujourd'hui proche de zéro.

Ensuite, les autorités ont affirmé qu'une augmentation de la monnaie d'impression (c'est-à-dire de la fausse monnaie) "stimulerait" l'économie afin de stimuler la croissance du PIB. Et au XXI^e siècle, les presses étaient en pleine activité.

Fin 2020, la Fed avait ajouté près de 7 000 milliards de dollars d'argent frais au système, multipliant son bilan par dix.

Pas de croissance

Hélas, la production réelle n'a pas augmenté.

Au lieu de cela, toutes ces dépenses "étouffantes" (la guerre contre le terrorisme... les sauvetages de Wall Street... Obamacare... l'assouplissement quantitatif... l'aide COVID-19... le programme de protection des salaires... le chômage supplémentaire...) ont eu pour effet de rendre les Américains plus pauvres.

Le PDG de JPMorgan Chase, Jamie Dimon, a déclaré que si les taux de croissance précédents avaient été maintenus, le PIB américain aurait augmenté de 20 000 milliards de dollars au cours de la dernière décennie, et pas seulement de 10 000 milliards de dollars.

Si son estimation est correcte, les familles américaines ont perdu en moyenne 100 000 dollars chacune au cours des dix dernières années seulement.

Nos présidents - Bush, Obama et Trump - n'ont pas réussi à arrêter cette perte. Tous n'ont pas réussi à faire le travail pour lequel ils ont été élus.

Mauvais départ

Mais qu'en est-il de l'autre grande responsabilité du président des États-Unis ? Qu'en est-il de s'assurer que les Américains peuvent vaquer à leurs occupations sans que personne ne les dérange ?

À cet égard aussi, le XXI^e siècle a mal commencé... avec le "Patriot Act" de George W. Bush.

Nous verrons demain ce que cela signifie...